

**COMPTES ANNUELS ET/OU AUTRES
DOCUMENTS À DÉPOSER EN VERTU DU
CODE DES SOCIÉTÉS ET DES ASSOCIATIONS**

DONNÉES D'IDENTIFICATION (à la date du dépôt)

Dénomination : **ASSOCIATION INTERCOMMUNALE D'OEUVRES MEDICO-SOCIALES DE MORLANWELZ ET ENV**
Forme juridique : Société coopérative
Adresse : RUE FERNAND HOTYAT N° : 1 Boîte :
Code postal : 7140 Commune : Morlanwelz (Mariemont)
Pays : Belgique
Registre des personnes morales (RPM) - Tribunal de l'entreprise de Hainaut, division Charleroi
Adresse Internet :
Adresse e-mail :

Numéro d'entreprise

Date du dépôt du document le plus récent mentionnant la date de publication des actes constitutif et modificatif(s) des statuts

Ce dépôt concerne :

- les COMPTES ANNUELS en approuvés par l'assemblée générale du
 les AUTRES DOCUMENTS

relatifs à

l'exercice couvrant la période du au

l'exercice précédent des comptes annuels du au

Les montants relatifs à l'exercice précédent sont identiques à ceux publiés antérieurement.

Numéros des sections du document normalisé non déposées parce que sans objet :
M-app 6.1.1, M-app 6.2, M-app 6.4, M-app 7, M-app 13, M-app 14, M-app 15

**LISTE DES ADMINISTRATEURS, GÉRANTS ET COMMISSAIRES ET DÉCLARATION
CONCERNANT UNE MISSION DE VÉRIFICATION OU DE REDRESSEMENT
COMPLÉMENTAIRE**

LISTE DES ADMINISTRATEURS, GÉRANTS ET COMMISSAIRES

LISTE COMPLÈTE des nom, prénoms, profession, domicile (adresse, numéro, code postal et commune) et fonction au sein de la société

MOUREAU Christian

Rue Saint Eloi 81

7141 Carnières

BELGIQUE

Début de mandat : 2019-06-20

Fin de mandat : 2025-06-20

Président du Conseil d'Administration

GELAY David

Place Bantigny 3

7170 Manage

BELGIQUE

Début de mandat : 2019-06-20

Fin de mandat : 2025-06-20

Administrateur

MAGHE Frédéric

Rue de la Victoire 21

7130 Binche

BELGIQUE

Début de mandat : 2019-06-20

Fin de mandat : 2025-06-20

Vice-président du Conseil d'Administration

INCANNELA Giuseppa

Avenue du Centenaire 58 1

7141 Carnières

BELGIQUE

Début de mandat : 2019-06-20

Fin de mandat : 2025-06-20

Administrateur

TASCA Ines

Quai de la Haine 99

7140 Morlanwelz (Mariemont)

BELGIQUE

Début de mandat : 2019-06-20

Fin de mandat : 2025-06-20

Administrateur

D'HAWER PINON Kim

Rue Ferrer 34

7170 Manage

BELGIQUE

Début de mandat : 2019-06-20

Fin de mandat : 2025-06-20

Administrateur

JONNART Luc

Rur H. Trigallez 26

7134 Leval-Trahegnies

BELGIQUE

Début de mandat : 2019-06-20

Fin de mandat : 2025-06-20

Administrateur

DEBAETS Sarah

Rue Albert Elisabeth 44

7134 Péronnes-lez-Binche

BELGIQUE

Début de mandat : 2020-09-17

Fin de mandat : 2026-09-17

Administrateur

HOUDY Véronique

Rue Arthur Trigaux 124

7170 Manage

BELGIQUE

Début de mandat : 2019-06-20

Fin de mandat : 2025-06-20

Administrateur

PREAUX Véronique

Rue des Marbriers 32
6567 Merbes-le-Château
BELGIQUE

Début de mandat : 2019-06-20

Fin de mandat : 2025-06-20

Administrateur

JOIRIS ROUSSEAUX SRL (B00194)

0450426032
Rue de la Biche 18
7000 Mons
BELGIQUE

Début de mandat : 2019-06-20

Fin de mandat : 2022-06-30

Commissaire

Représenté directement ou indirectement par :

ROUSSEAUX Bernard (A01650)
COMMISSAIRE - REVISEUR
Rue Sainte Anne 67
7110 Maurage
BELGIQUE

DÉCLARATION CONCERNANT UNE MISSION DE VÉRIFICATION OU DE REDRESSEMENT COMPLÉMENTAIRE

L'organe de gestion déclare qu'aucune mission de vérification ou de redressement n'a été confiée à une personne qui n'y est pas autorisée par la loi, en application des articles 34 et 37 de la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales.

Les comptes annuels n'ont pas été vérifiés ou corrigés par un expert-comptable externe, par un réviseur d'entreprises qui n'est pas le commissaire.

Dans l'affirmative, sont mentionnés dans le tableau ci-dessous: les nom, prénoms, profession et domicile; le numéro de membre auprès de son institut et la nature de la mission:

- A. La tenue des comptes de la société*,
- B. L'établissement des comptes annuels*,
- C. La vérification des comptes annuels et/ou
- D. Le redressement des comptes annuels.

Si des missions visées sous A. ou sous B. ont été accomplies par des comptables agréés ou par des comptables-fiscalistes agréés, peuvent être mentionnés ci-après: les nom, prénoms, profession et domicile de chaque comptable agréé ou comptable-fiscaliste agréé et son numéro de membre auprès de l'Institut Professionnel des Comptables et Fiscalistes agréés ainsi que la nature de sa mission.

(* Mention facultative.)

Nom, prénoms, profession, domicile	Numéro de membre	Nature de la mission (A, B, C et/ou D)
BECEFF SA - FIDUCIAIRE F. DUTRIFOY SA 0445309380 BLVD TIROU 24 15 6000 Charleroi BELGIQUE Représenté directement ou indirectement par : FRANS DUTRIFOY COMPTABLE - FISCALISTE BLVD TIROU 24 15 6000 Charleroi BELGIQUE	50.129.091 10.487.922	A B

COMPTES ANNUELS

BILAN APRÈS RÉPARTITION

Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
	ACTIF		
	FRAIS D'ÉTABLISSEMENT		
	ACTIFS IMMOBILISÉS		
	Immobilisations incorporelles		
	Immobilisations corporelles		
	Terrains et constructions		
	Installations, machines et outillage		
	Mobilier et matériel roulant		
	Location-financement et droits similaires		
	Autres immobilisations corporelles		
	Immobilisations en cours et acomptes versés		
	Immobilisations financières		
	ACTIFS CIRCULANTS		
	Créances à plus d'un an		
	Créances commerciales		
	Autres créances		
	Stocks et commandes en cours d'exécution		
	Stocks		
	Commandes en cours d'exécution		
	Créances à un an au plus		
	Créances commerciales		
	Autres créances		
	Placements de trésorerie		
	Valeurs disponibles		
	Comptes de régularisation		
	TOTAL DE L'ACTIF		
	20		
	21/28	8.240	12.448
6.1.1	21		
6.1.2	22/27	8.075	12.283
	22		
	23	1.657	2.657
	24	6.418	9.627
	25		
	26		
	27		
6.1.3	28	165	165
	29/58	1.169.302	1.135.801
	29		
	290		
	291		
	3		
	30/36		
	37		
	40/41	1.621	13.515
	40	1.621	1.983
	41		11.533
	50/53		
	54/58	1.151.703	1.107.970
	490/1	15.978	14.316
	20/58	1.177.542	1.148.249

		Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
PASSIF					
CAPITAUX PROPRES					
Apport					
	Disponible		10/15	997.062	981.293
	Indisponible		10/11	9.607	9.607
Plus-values de réévaluation					
Réserves					
	Réserves indisponibles		110		
	Réserves statutairement indisponibles		111	9.607	9.607
	Acquisition d'actions propres		12		
	Soutien financier		13	224.562	224.562
	Autres		130/1	39.053	39.053
	Réserves immunisées		1311	39.053	
	Réserves disponibles		1312		
			1313		
			1319		39.053
			132		
			133	185.509	185.509
	Bénéfice (Perte) reporté(e)	(+)/(-)	14	761.576	745.149
Subsides en capital					
			15	1.317	1.975
Avance aux associés sur la répartition de l'actif net					
			19		
PROVISIONS ET IMPÔTS DIFFÉRÉS					
Provisions pour risques et charges					
	Pensions et obligations similaires		160/5		
	Charges fiscales		160		
	Grosses réparations et gros entretien		161		
	Obligations environnementales		162		
	Autres risques et charges		163		
			164/5		
Impôts différés					
			168		

Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
	DETTES		
	Dettes à plus d'un an		
	Dettes financières		
	Etablissements de crédit, dettes de location-financement et dettes assimilées		
	Autres emprunts		
	Dettes commerciales		
	Acomptes sur commandes		
	Autres dettes		
	Dettes à un an au plus		
	Dettes à plus d'un an échéant dans l'année		
	Dettes financières		
	Etablissements de crédit		
	Autres emprunts		
	Dettes commerciales		
	Fournisseurs		
	Effets à payer		
	Acomptes sur commandes		
	Dettes fiscales, salariales et sociales		
	Impôts		
	Rémunérations et charges sociales		
	Autres dettes		
	Comptes de régularisation		
	TOTAL DU PASSIF		
	17/49	180.480	166.956
	17		
	170/4		
	172/3		
	174/0		
	175		
	176		
	178/9		
	42/48	115.231	102.321
	42		
	43		
	430/8		
	439		
	44	56.213	56.814
	440/4	56.213	56.814
	441		
	46		
	45	57.348	45.507
	450/3	8.588	10.663
	454/9	48.760	34.844
	47/48	1.670	
	492/3	65.250	64.636
	10/49	1.177.542	1.148.249

COMPTE DE RÉSULTATS

		Codes	Exercice	Exercice précédent
Produits et charges d'exploitation				
Marge brute	(+)/(-)	9900	369.502	320.271
Dont: produits d'exploitation non récurrents		76A		
Chiffre d'affaires		70		
Approvisionnements, marchandises, services et biens divers		60/61		
Rémunérations, charges sociales et pensions	(+)/(-)	62	346.450	255.012
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles		630	4.208	1.819
Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales: dotations (reprises)	(+)/(-)	631/4		
Provisions pour risques et charges: dotations (utilisations et reprises)	(+)/(-)	635/8		
Autres charges d'exploitation		640/8	1.553	1.168
Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration	(-)	649		
Charges d'exploitation non récurrentes		66A		
Bénéfice (Perte) d'exploitation	(+)/(-)	9901	17.291	62.272
Produits financiers		75/76B	918	3.561
Produits financiers récurrents		75	918	3.561
Dont: subsides en capital et en intérêts		753		658
Produits financiers non récurrents		76B		
Charges financières		65/66B	1.759	494
Charges financières récurrentes		65	1.759	494
Charges financières non récurrentes		66B		
Bénéfice (Perte) de l'exercice avant impôts	(+)/(-)	9903	16.450	65.339
Prélèvement sur les impôts différés		780		
Transfert aux impôts différés		680		
Impôts sur le résultat	(+)/(-)	67/77	23	756
Bénéfice (Perte) de l'exercice	(+)/(-)	9904	16.427	64.583
Prélèvement sur les réserves immunisées		789		
Transfert aux réserves immunisées		689		
Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter	(+)/(-)	9905	16.427	64.583

AFFECTATIONS ET PRÉLÈVEMENTS

		Codes	Exercice	Exercice précédent
Bénéfice (Perte) à affecter	(+)/(-)	9906	761.576	745.149
Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter	(+)/(-)	(9905)	16.427	64.583
Bénéfice (Perte) reporté(e) de l'exercice précédent	(+)/(-)	14P	745.149	680.566
Prélèvement sur les capitaux propres		791/2		
Affectation aux capitaux propres		691/2		
à l'apport		691		
à la réserve légale		6920		
aux autres réserves		6921		
Bénéfice (Perte) à reporter	(+)/(-)	(14)	761.576	745.149
Intervention des associés dans la perte		794		
Bénéfice à distribuer		694/7		
Rémunération de l'apport		694		
Administrateurs ou gérants		695		
Travailleurs		696		
Autres allocataires		697		

ANNEXE

ETAT DES IMMOBILISATIONS

	Codes	Exercice	Exercice précédent
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8199P	XXXXXXXXXX	73.084
Mutations de l'exercice			
Acquisitions, y compris la production immobilisée	8169		
Cessions et désaffectations	8179		
Transferts d'une rubrique à une autre	(+)/(-) 8189		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8199	73.084	
Plus-values au terme de l'exercice	8259P	XXXXXXXXXX	
Mutations de l'exercice			
Actées	8219		
Acquises de tiers	8229		
Annulées	8239		
Transférées d'une rubrique à une autre	(+)/(-) 8249		
Plus-values au terme de l'exercice	8259		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8329P	XXXXXXXXXX	60.801
Mutations de l'exercice			
Actés	8279	4.208	
Repris	8289		
Acquis de tiers	8299		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations	8309		
Transférés d'une rubrique à une autre	(+)/(-) 8319		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8329	65.009	
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(22/27)	8.075	

	Codes	Exercice	Exercice précédent
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8395P	XXXXXXXXXX	165
Mutations de l'exercice			
Acquisitions	8365		
Cessions et retraits	8375		
Transferts d'une rubrique à une autre	(+)/(-) 8385		
Autres mutations	(+)/(-) 8386		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8395	165	
Plus-values au terme de l'exercice	8455P	XXXXXXXXXX	
Mutations de l'exercice			
Actées	8415		
Acquises de tiers	8425		
Annulées	8435		
Transférées d'une rubrique à une autre	(+)/(-) 8445		
Plus-values au terme de l'exercice	8455		
Réductions de valeur au terme de l'exercice	8525P	XXXXXXXXXX	
Mutations de l'exercice			
Actées	8475		
Reprises	8485		
Acquises de tiers	8495		
Annulées à la suite de cessions et retraits	8505		
Transférées d'une rubrique à une autre	(+)/(-) 8515		
Réductions de valeur au terme de l'exercice	8525		
Montants non appelés au terme de l'exercice	8555P	XXXXXXXXXX	
Mutations de l'exercice	(+)/(-) 8545		
Montants non appelés au terme de l'exercice	8555		
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(28)	165	

DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

GARANTIES PERSONNELLES CONSTITUÉES OU IRRÉVOCABLEMENT PROMISES PAR LA SOCIÉTÉ POUR SÛRETÉ DE DETTES OU D'ENGAGEMENTS DE TIERS

Dont

Effets de commerce en circulation endossés par la société

GARANTIES RÉELLES

Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par la société sur ses actifs propres pour sûreté de dettes et engagements de la société

Hypothèques

Valeur comptable des immeubles grevés

Montant de l'inscription

Pour les mandats irrévocables d'hypothéquer, le montant pour lequel le mandataire est autorisé à prendre inscription en vertu du mandat

Gages sur fonds de commerce

Le montant maximum à concurrence duquel la dette est garantie et qui fait l'objet de l'enregistrement

Pour les mandats irrévocables de mise en gage du fonds de commerce, le montant pour lequel le mandataire est autorisé à procéder à l'enregistrement en vertu du mandat

Gages sur d'autres actifs ou mandats irrévocables de mise en gage d'autres actifs

La valeur comptable des actifs grevés

Le montant maximum à concurrence duquel la dette est garantie

Sûretés constituées ou irrévocablement promises sur actifs futurs

Le montant des actifs en cause

Le montant maximum à concurrence duquel la dette est garantie

Privilège du vendeur

La valeur comptable du bien vendu

Le montant du prix non payé

Codes	Exercice
9149	
9150	
91611	
91621	
91631	
91711	
91721	
91811	
91821	
91911	
91921	
92011	
92021	

PENSIONS DONT LE SERVICE INCOMBE À LA SOCIÉTÉ ELLE-MÊME

Montant estimé des engagements résultant de prestations déjà effectuées

Bases et méthodes de cette estimation

Codes	Exercice
9220	

AUTRES DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN (dont ceux non susceptibles d'être quantifiés)

Constitution d'une assurance cotisation au profit du personnel statutaire

Exercice
27.122

RÈGLES D'ÉVALUATION

1.Principes généraux

Les règles d'évaluation sont établies conformément aux dispositions à l'arrêté royal du 29 avril 2019 portant exécution du Codes des Sociétés et Associations.

2.Actifs immobilisés

Immobilisations corporelles :

Il n'y a pas eu de réévaluation d'immobilisations corporelles durant l'exercice;

Les factures qui sont reprises dans les investissements et donc amorties sur plusieurs années sont supérieures ou égales à 1.000,00€ HTVA

Amortissements actés pendant l'exercice:

INSTALLATION MACHINE OUTILLAGE

- REFRIGERATEUR + FRIGOS (Cet investissement fait l'objet d'un subside en capital)

- SYSTEME D'ALARME

METHODE LINEAIRE

AMORTISSEMENT 20%

BASE NON REEVALUEE

MOBILIER ET MATERIEL ROULANT

- 3 PC PORTABLES

- SERVEUR + LICENCE

METHODE LINEAIRE

AMORTISSEMENT 33,33%

BASE NON REEVALUEE

3.Actifs circulants

Les produits acquis sont essentiellement représentés par les subsides ONE qui sont calculés sur base d'une année scolaire alors que l'exercice de l'AIOMS est en année civile.

Il y a donc un jeu d'anticipation afin d'avoir une image des comptes la plus fidèle à la réalité.

4.Passif

Les produits à reporter correspondent aux reports dûs aux subsides calculés en année scolaire alors que l'exercice social est en année civile

ainsi qu'un montant de 31.149,93€

correspondant à un subside COVID de 2022 reçu en 2021.

Un montant de 1.669,61€ a été transféré en "autres dettes diverses" car il s'agit d'une régularisation de subvention COVID. Ce dernier sera retenu sur un paiement de 2022.

Le subside en capital concerne l'investissement réalisé en 2019 et s'amortit de la même façon que ce dernier, à savoir, selon la méthode linéaire en 5 ans

AUTRES INFORMATIONS À COMMUNIQUER DANS L'ANNEXE

En vertu du Code des Sociétés et Associations, le rapport de gestion est tenu au siège de la société à la disposition de toute personne qui en fait la demande.

Les honoraires du réviseur s'élèvent à 2.000,00 euros HTVA.

Suite des conséquences de la crise sanitaire mondiale suite au virus COVID-19 :

Le chiffre d'affaires est resté constant. Cependant, l'intercommunale a bénéficié, en 2021, d'une subvention COVID pour un montant total de 70.955,57€.

Concernant les charges, elles sont en hausse par rapport à l'année précédente ce qui explique le bénéfice de l'exercice moins élevé.

Cette crise sanitaire s'est fortement atténuée durant l'exercice comptable 2021.

Cependant, un événement post clôture, la guerre russo ukrainienne, entrainera des conséquences diverses, en particulier en matière d'inflation dans le courant de l'année 2022.

MOUREAU Christian
Président du Conseil d'Administration

AUTRES DOCUMENTS À DÉPOSER EN VERTU DU CODE DES SOCIÉTÉS ET DES ASSOCIATIONS

AUTRES INFORMATIONS À COMMUNIQUER EN VERTU DU CODE DES SOCIÉTÉS ET DES ASSOCIATIONS

DETTES FISCALES, SALARIALES ET SOCIALES (RUBRIQUES 45 ET 178/9 DU PASSIF)

Dettes fiscales échues

Dettes échues envers l'Office National de Sécurité Sociale

DETTES GARANTIES PAR LES POUVOIRS PUBLICS BELGES (COMPRISES DANS LES RUBRIQUES 17 ET 42/48 DU PASSIF)

MONTANT DES SUBSIDES EN CAPITALS OU EN INTÉRÊTS PAYÉS OU ALLOUÉS PAR DES POUVOIRS OU INSTITUTIONS PUBLICS

Codes	Exercice
9072	
9076	
9061	
9078	<u>658</u>

RAPPORT DE GESTION

**ASSOCIATION INTERCOMMUNALE D'ŒUVRES MEDICO-
SOCIALES DE MORLANWELZ ET ENVIRONS**

(AIOMS sc)

N° d'entreprise : 0206.772.722

RAPPORT DE GESTION

(Rapport adopté par le CA du 25 mai 2022)

Rue Fernand Hotyat, 1A

7140 Morlanwelz

☎ : 064/43.16.60

Aioms.morlanwelz@gmail.com

Mesdames, Messieurs,

Conformément aux articles 3:6 du code des sociétés et des associations, nous avons l'honneur de vous présenter le rapport de gestion relatif à l'exercice 2021 et de soumettre à votre approbation les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2021.

I. CADRE GENERAL DES ACTIVITES

A. Aspect juridique

Constituée historiquement au 31 janvier 1969, l'intercommunale AIOMS réunit actuellement les communes de Morlanwelz, de Merbes-le-Château, de Manage et de Binche. Son siège social est situé rue Fernand Hotyat, 1A, 7140 Morlanwelz.

L'AIOMS est une intercommunale, c'est-à-dire une association de communes qui a un objet déterminé d'intérêt communal (L-1512-3 CDLD). En l'occurrence, elle s'occupe principalement de l'organisation du Service de Promotion de la Santé à l'Ecole (dénommé ci-après Service PSE). Elle exerce des missions de service public et, à ce titre, est une personne morale de droit public. Elle n'a pas un caractère commercial. Le caractère public de l'intercommunale AIOMS est prédominant dans ses rapports avec ses associés, ses agents et tout tiers ainsi que dans toute communication interne ou externe (L1512-6 CDLD).

Etant donné les restrictions de forme juridique imposées par l'article L1523-1 du CDLD¹, l'intercommunale AIOMS a opté pour la forme juridique d'une société coopérative.

L'intercommunale AIOMS est régie par le livre V du CDLD « De la coopération entre communes » (articles L1511-1 et suivants du CDLD). Il ressort de ce livre V du CDLD qu'il est uniquement renvoyé aux lois relatives aux sociétés commerciales (Code des sociétés) pour les aspects qui n'auraient pas été expressément réglés dans le CDLD (L1523-1, al. 2 CDLD).

¹ Selon l'article L1523-1 du CDLD, les intercommunales ne peuvent prendre la forme que d'une SCRL ou d'une SA

B. Activités des instances de gestion

La structure de l'organisation et l'organigramme fonctionnel se trouvent au points III et IV de ce rapport de gestion.

Au niveau des instances de gestion, l'AIOMS a organisé les réunions suivantes :

- a) 2 assemblées générales ordinaires
- b) 5 conseils d'administration
- c) 1 comité de rémunération
- d) 2 comités d'audit

La rémunération globale des mandataires s'élève en 2021 à **18.150 euros** (voir rapport de rémunération en annexe du rapport de gestion).

8 comités d'avis ont été également organisés. Composé du président, vice-président et de la direction, ce comité apporte une aide à la direction pour préparer les dossiers sur lesquels le conseil d'administration doit se prononcer et propose une aide à la gestion journalière.

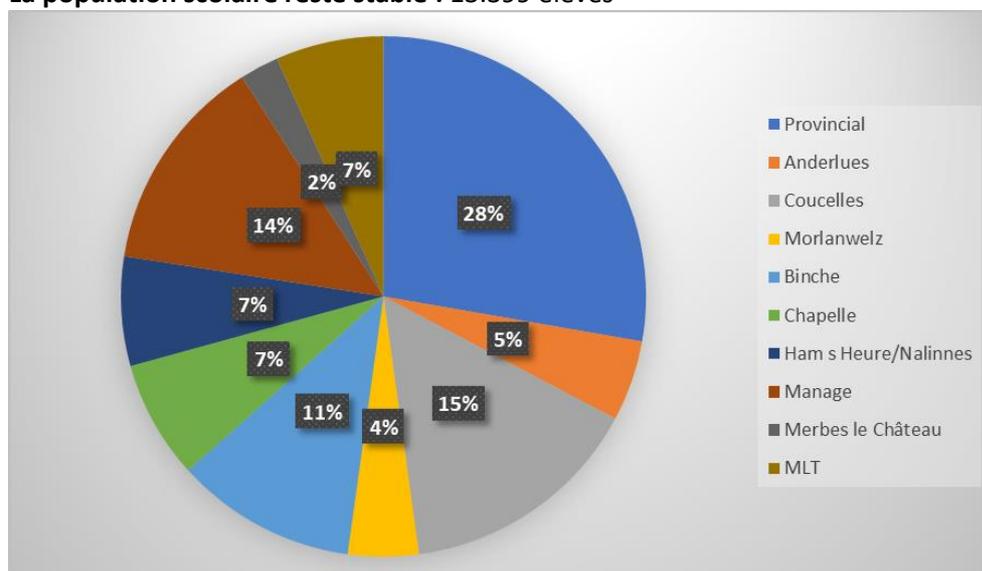
C. Missions décrétales du service de promotion de la santé à l'école

L'intercommunale AIOMS gère un service de promotion de la santé à l'école. Il s'agit d'un service de médecine préventive, obligatoire et gratuit. Il est organisé dans les établissements scolaires d'enseignement maternel, primaire, secondaire, spécialisé et supérieur hors universités, du réseau communal et provincial.

Les missions légales sont définies par le décret du 14 mars 2019 relatif à la promotion de la santé à l'école et dans l'enseignement hors université.

2. Répartition de la population scolaire sous tutelle au 15.01.2021 et subventions

La population scolaire reste stable : 13.399 élèves



Nombre de locaux agréés du service PSE / de cabinets consultatifs du Centre	1
Nombre d'implantations scolaires	88
Nombre total d'élèves sous tutelle au 15 janvier 2021 :	13.399 élèves
Maternel	3.465
Primaire	6.404
Secondaire	2.836
Enseignement secondaire en alternance (CEFA)	0
Spécialisé	347
Supérieur	343

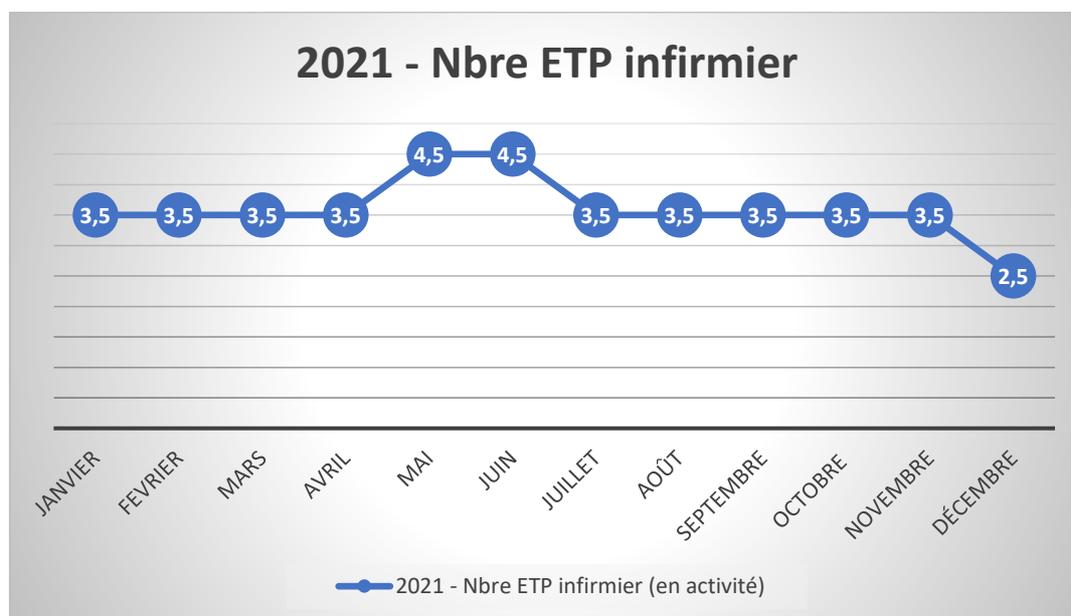
La population sous tutelle permet l'octroi d'une subvention de **371.381,61 euros par l'ONE.**

3. Le personnel

Les rémunérations, charges sociales et pensions s'élèvent à **346.450,20 euros (+89.549,31 euros par rapport à l'exercice 2020)**. Cette augmentation s'explique par une augmentation de l'effectif infirmier entre 2020 et 2021.

Durant l'exercice 2021, l'équipe s'est composée de :

- 1 direction à temps-plein
- 2 aides-administratives à mi-temps
- 4 infirmières (3,5 ETP) dont l'effectif a fluctué entre le 01/01 et le 31/12 comme suit :



Nous n'avons pas pris les services d'une personne sous statut ALE cette année (-892,50 euros par rapport à l'exercice 2020).

L'AIOMS dispose des services d'un secrétariat social. Le montant de ce service s'élève à **5.715,54 €** (-25,09 euros par rapport à l'exercice 2020).

4. L'équipe médicale

En 2021, l'équipe médicale s'est composée d'un coordinateur médical, d'un médecin généraliste et de 3 assistants en médecine générale.

Le montant annuel pour l'exercice 2021 s'élève à **46.982,32 euros** (+15.250 euros par rapport à l'exercice 2020). Cette hausse s'explique par une augmentation du nombre de prestations.

Les types de prestations des médecins, à savoir 833 heures, se répartissent comme suit :

- Visites médicales : 31%
- Gestion et garde Covid et urgences sanitaires : 20%
- Vaccinations (y compris intradermo) : 20%
- Coordinateur médicale : 13%
- Travail administratif : 6.2 %
- Suivis sociaux : 5.8 %
- Réunions : 2%
- Indemnités annulation visites médicales : 2%

Le conseil d'administration du 25 novembre 2021 a marqué son accord pour une augmentation des honoraires à 65 euros de l'heure au lieu de 55 euros.

5. Données portant sur les activités du service PSE

SYNTHESE DES DONNEES POUR L'ANNE SCOLAIRE 2020-2021

Nombre d'élèves effectivement examinés lors des bilans obligatoires	1.489
Autre bilans obligatoires (rattrapage 2 ^{ème} mat, 1 ^{ère} prim., primo-arrivants)	244
Nombre d'élèves effectivement examinés lors des bilans spécifiques	14
Nombre de tests tuberculiques	21
Nombre de maladies transmissibles dont nous avons assuré la surveillance (hors Covid-19)	102
Nbre de cas de Covid-19 positifs déclarés	1.009
Suivi de pédiculose	-
Nombre de doses de vaccin administrés	1.849
Nombre de visites de bâtiments scolaires	-
Suivi de dossiers sociaux	17

Le principal motif des non-vus en visite médicale est la charge de travail que nous a occasionné la gestion de la Covid-19 dans les écoles et l'adaptation des activités en fonction de certaines priorités définies par l'ONE à savoir : la gestion de l'épidémie Covid-19 et le soutien aux écoles, le suivi des vaccinations recommandées, le suivi des bilans de santé à savoir ceux qui en ont le plus besoin (M3, M2, M1, l'enseignement spécial, l'enseignement technique et professionnel) et le suivi des situations de vulnérabilité/suspensions de maltraitance.

Nos actions ont dû être réalisées dans le respect strict des mesures du Conseil National de Sécurité et en minimisant les risques de favoriser la transmission du virus.

Au niveau des frais de transport, à la clôture 2021, ceux-ci sont de **18.608,30 euros** (+ 8.813,9 euros par rapport à l'année 2020).

FOCUS SUR LA GESTION DU COVID ANNEE SCOLAIRE 2020-2021

✓ Au niveau subvention :

Le conseil d'administration de l'ONE, conscient de la charge de travail à assumer par les SPSE dans le cadre du suivi des cas de covid-19 dans les écoles, a décidé de dégager un subside complémentaire de 2 millions d'euros pour soutenir les SPSE et leur permettre de faire face à leurs frais supplémentaires. Ce soutien financier est renouvelé en 2021 pour couvrir les coûts engendrés par ce dispositif jusqu'à la fin de l'année scolaire 2021-2022.

Une subvention complémentaire de **70.955,57 euros** (dont 31.149,43 euros versés en 2020 et comptabilisés après acceptation du dossier en 2021) a été octroyée pour couvrir les dépenses réalisées en 2020 et 2021 et directement liées à la crise Covid. Les frais directement liés à la crise Covid sont par exemple le coût des prestations des heures supplémentaires, le coût des honoraires des médecins pour la gestion Covid, le coût des frais de garde, les frais d'engagement(s) supplémentaire(s) pour assumer la surcharge de travail, l'achat de matériel informatique pour faciliter le télétravail, l'achat de matériel de protection comme les masques et le gel hydroalcoolique, les frais de désinfection des locaux du SPSE,...

✓ Au niveau quantitatif :

Sur l'année scolaire, le SPSE a géré 1009 cas de Covid+. Cette gestion comprend le tracing, l'application des procédures Sciensano (bas risque /haut risque) en collaboration avec l'Aviq, le soutien infirmier et médical auprès des écoles et des parents à la mise en place des procédures, la mise à disposition des écoles et des PO d'un numéro de téléphone de garde, la réalisation de l'administratif lié à chaque situation (courriers adressés aux parents, tableaux locaux interne de suivi excel, reporting hebdomadaire, certificat d'éviction, déclaration des clusters à l'Aviq).

✓ Au niveau des outils d'aide à destination des écoles :

Afin d'améliorer la collaboration et la communication des informations avec les écoles et leur apporter le meilleur soutien possible, nous avons créé une série d'outils à destination des écoles :

- Fiches-mémo présentant nos modalités d'intervention et nos priorités pour 2020-2021.
- check-list mise à disposition pour aider les écoles dans la prise de décision face à un enfant présentant des symptômes.
- Fiche covid pour permettre aux écoles de réaliser une pré-analyse de la situation covid afin que l'infirmière du PSE puisse commencer son analyse des risques et son tracing.
- Une fiche informative sur les retours de vacances des zones rouges, le tracing scolaire et la gestion des contacts étroits.

Ces outils ont été mis à jour en fonction de l'évolution des procédures Aviq/ONE/Sciensano et ont chaque fois fait l'objet d'une communication par mail aux écoles.

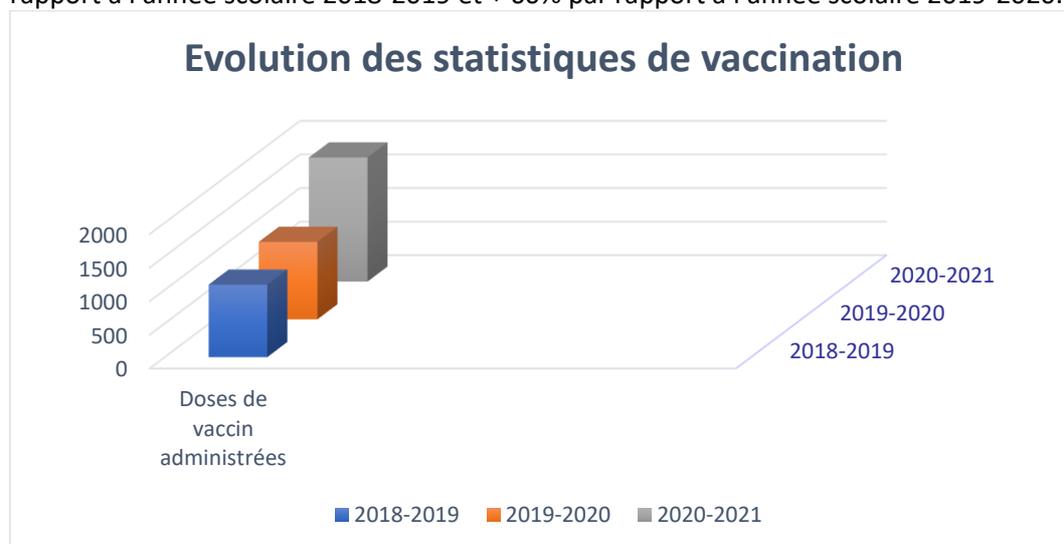
FOCUS SUR LA GESTION DES VACCINATIONS ANNEE SCOLAIRE 2020-2021

✓ Plusieurs actions ont été menées afin d'améliorer nos pratiques et notre couverture vaccinales :

- Externalisation de la mission vaccinale par la réalisation de nos séances de vaccination dans les écoles indépendamment des visites médicales ;
- Externalisation de la mission vaccinale par la mise en place d'un partenariat avec l'Unité Mobile de Vaccination qui effectue en soutien du service nos vaccinations à la place des médecins qui sont en pénurie dans les services PSE ;
- Mise en place d'un système d'encodage informatique des bilans vaccinaux afin d'en assurer une traçabilité ;
- Rattrapage des vaccinations non réalisées l'année passée non réalisé en 2019-2020 :
 - le rattrapage DTC-Polio proposé aux élèves de 3^{ème} primaire : 115 élèves vaccinés sur une population de 1090 élèves.
 - le dTpa proposé aux élèves de 5^{èmes} secondaire : 110 élèves vaccinés ont été vaccinés sur une population de 471 élèves.
 - le papillomavirus : 16 élèves ont vu leur schéma rattrapé.
 - RRO2 : 8 élèves ont vu leur schéma rattrapé.
- Rattrapage des absents aux séances de vaccination : concerne 21 élèves.
- Politique de vaccinale qui suit les recommandations du conseil supérieur de la santé : Nous vaccinons tout enfant que l'on pense ne pas être en ordre de vaccins sur base de l'autorisation signée par le parent. Il est préférable de considérer qu'une personne n'est pas vaccinée plutôt que de la croire erronément protégée.

✓ Statistiques :

Ces nouvelles manières de faire ont permis une évolution de notre couverture vaccinale : + 71% par rapport à l'année scolaire 2018-2019 et + 60% par rapport à l'année scolaire 2019-2020.



II. SUR LE PLAN FINANCIER

- *L'article 3:5 du code des sociétés et des associations est en fait une reformulation de l'article 77, alinéa 4, en partie L.C.S.C. Cet article 3:6 du code des sociétés et des associations stipule que les administrateurs ou gérants établissent un rapport dans lequel ils rendent compte de leur gestion ;*
- *L'article 3:6 stipule que le rapport annuel visé à l'article 3:5 comporte :*
 1. *un commentaire sur les comptes annuels en vue d'exposer d'une manière fidèle l'évolution des affaires et la situation de la société ;*
 2. *des données sur les événements importants survenus après la clôture de l'exercice ;*
 3. *des indications sur les circonstances susceptibles d'avoir une influence notable sur le développement de la société, pour autant qu'elles ne sont pas de nature à porter gravement préjudice à la société ;*
 4. *des indications relatives aux activités en matière de recherche et de développement ;*
 5. *des indications relatives à l'existence de succursales de la société ;*
 6. *au cas où le bilan fait apparaître une perte reportée ou le compte de résultats fait apparaître pendant deux exercices successifs une perte de l'exercice, une justification de l'application des règles comptables de continuité ;*
 7. *toutes les informations qui doivent être insérées en vertu du présent code.*

1. Capitaux propres

Les capitaux propres au 31 décembre 2021 s'élèvent à 997.061,74€ après l'affectation en bénéfices reportés du bénéfice de l'exercice de 16.427,07 €.

Les fonds propres se répartissent de la manière suivante :

- Apports indisponibles	9.607,18 €
- Réserves	224.561,59 €
- Bénéfices reportés	761.576,47 €
- Subsides	1.316,50 €

2. Les investissements 2021

Au cours de l'exercice, aucun investissement n'a été réalisé.

3. Evénements survenus après la clôture de l'exercice

La guerre russo-ukrainienne entraînera des conséquences diverses en particulier en matière d'inflation dans le courant de l'année 2022.

4. Description des principaux risques et incertitudes

Aucun risque ni aucune incertitude ne devrait survenir.

5. Commentaires sur les comptes

1. REGLES D'EVALUATION UTILISEES

1.1. Immobilisations corporelles

Les investissements font l'objet d'amortissements calculés sur la durée d'utilisation ; aucune modification de taux d'amortissement n'est intervenue durant l'exercice.

Les investissements de l'exercice consistant en installation, le taux d'amortissement est de 20%

1.2. Les créances et dettes

N/A

1.3. Les comptes de régularisation

Ces comptes permettent d'imputer dans l'exercice comptable les charges décaissées avant la fin de l'exercice et relatives à l'exercice suivant ainsi que les produits relatifs à l'exercice mais encaissés après la clôture des comptes.

Pour cette année, les comptes de régularisation sont les suivants :

- A l'actif des charges à reporter de 2.337,93 € et des produits acquis pour 13.640,05 €
- Au passif, des produits à reporter de 65.249,56 €

2. COMPTES ANNUELS

ACTIF

2.1. Actifs immobilisés (8.240,10€)

Ces actifs comprennent des valeurs d'immobilisations corporelles pour une valeur nette de 8.075,10 € et des immobilisations financières pour un total de 165 €.

La valeur des immobilisations corporelles est la valeur nette des investissements réalisés diminués des amortissements cumulés au 31 décembre 2021.

L'immobilisation financière représente une caution versée d'un montant de 165 €.

2.2. Actifs circulants

Les actifs circulants sont valorisés à leur valeur nominale et ne font l'objet d'aucune réduction de valeur au 31 décembre 2021.

Les actifs circulants d'un montant de 1.169.301,90 € représentent essentiellement les valeurs disponibles et placements de trésorerie qui s'élèvent au 31 décembre à 1.151.703,37 €.

PASSIF

Les passifs sont valorisés à leur valeur nominale, les provisions nécessaires ont été comptabilisées pour couvrir toutes les charges relatives à l'exercice.

Les fonds propres représentent un montant de 997.061,74 € et les dettes un total de 180.480,26 €.

Aucune dette n'est échue et la société n'a aucun litige en cours.

COMPTE DE RESULTATS

Les ventes et prestations atteignent 533.726,18 € soit une augmentation de 75.043,96 € par rapport à l'exercice précédent correspondant principalement à l'indemnité Covid perçue de 70.955,57 €.

Les charges d'exploitation se décomposent de la manière suivante :

- Achats matériel et produits	3.577,92 €
- Services et biens divers	160.646,63 €
- Frais de personnel	346.450,20 €
- Amortissements	4.208,00 €
- Autres charges	1.552,54 €

Les services et biens divers ont augmenté d'environ 25.000 € par rapport à l'exercice précédent ; ces augmentations sont principalement liées à l'augmentation de l'activité et concernent les honoraires des médecins à concurrence de 15.250 € et au transport des élèves à concurrence de 8.813,90 €.

Les frais de personnel s'élèvent à 346.450,20 € soit une augmentation de 89.549,31 € due à l'augmentation d'effectifs.

Le bénéfice d'exploitation est de 17.290,89.

Après imputation des produits et charges financières, le résultat net à affecter s'élève à 16.427,07 €.

3. CASH FLOW

Profit de l'exercice	16.427,07 €	
Charges non décaissées		
Amortissements	4.208,00 €	
Amenuisement subsides en capital	-658,24	
CASH FLOW	19.976,83 €	

4. FONDS DE ROULEMENT

Actifs circulants	1.169.301,90 €
Dettes à court terme	180.480,26 €
Fonds de roulement	988.821,64 €

5. CONTINUITE D'EXPLOITATION

Les comptes sont présentés dans le principe de continuité et de maintien des règles d'évaluation en vigueur.

Fait à Morlanwelz, le 25 mai 2022.

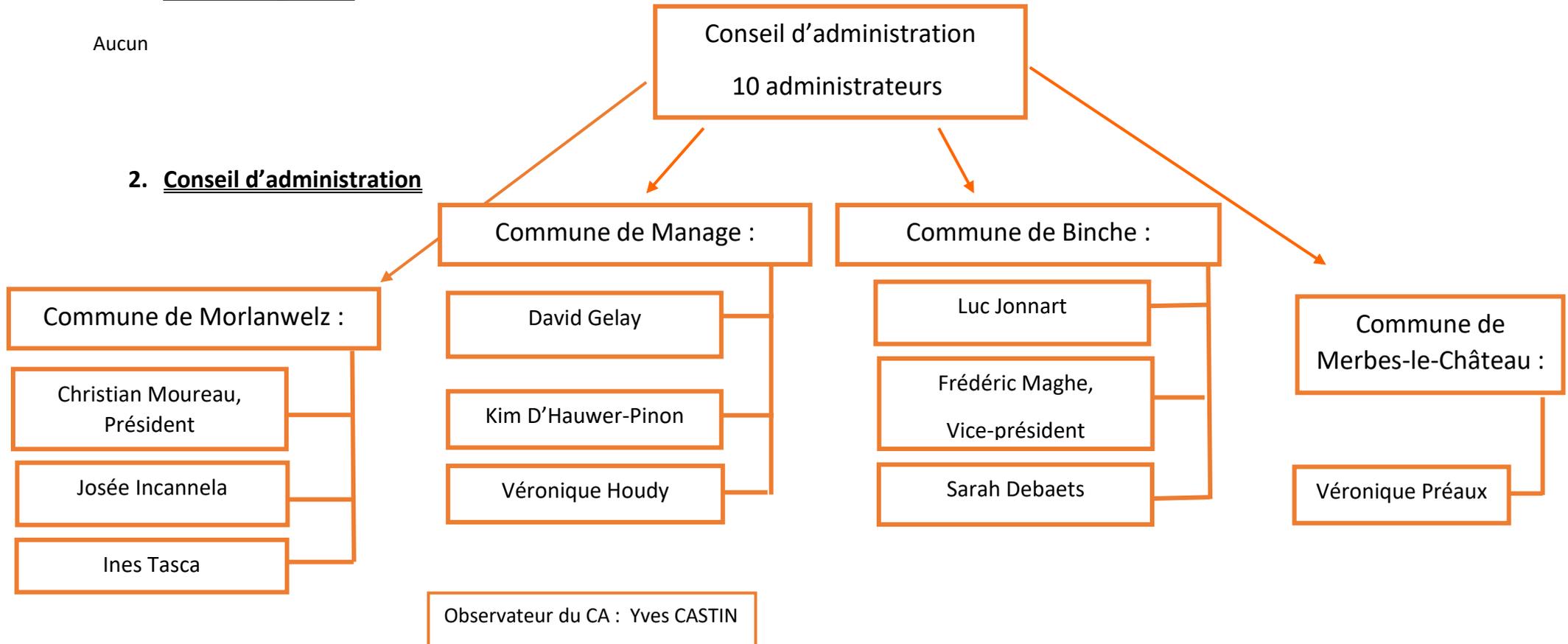
Frédéric Maghe,
Vice-président du Conseil d'administration

III. STRUCTURE DE L'ORGANISATION

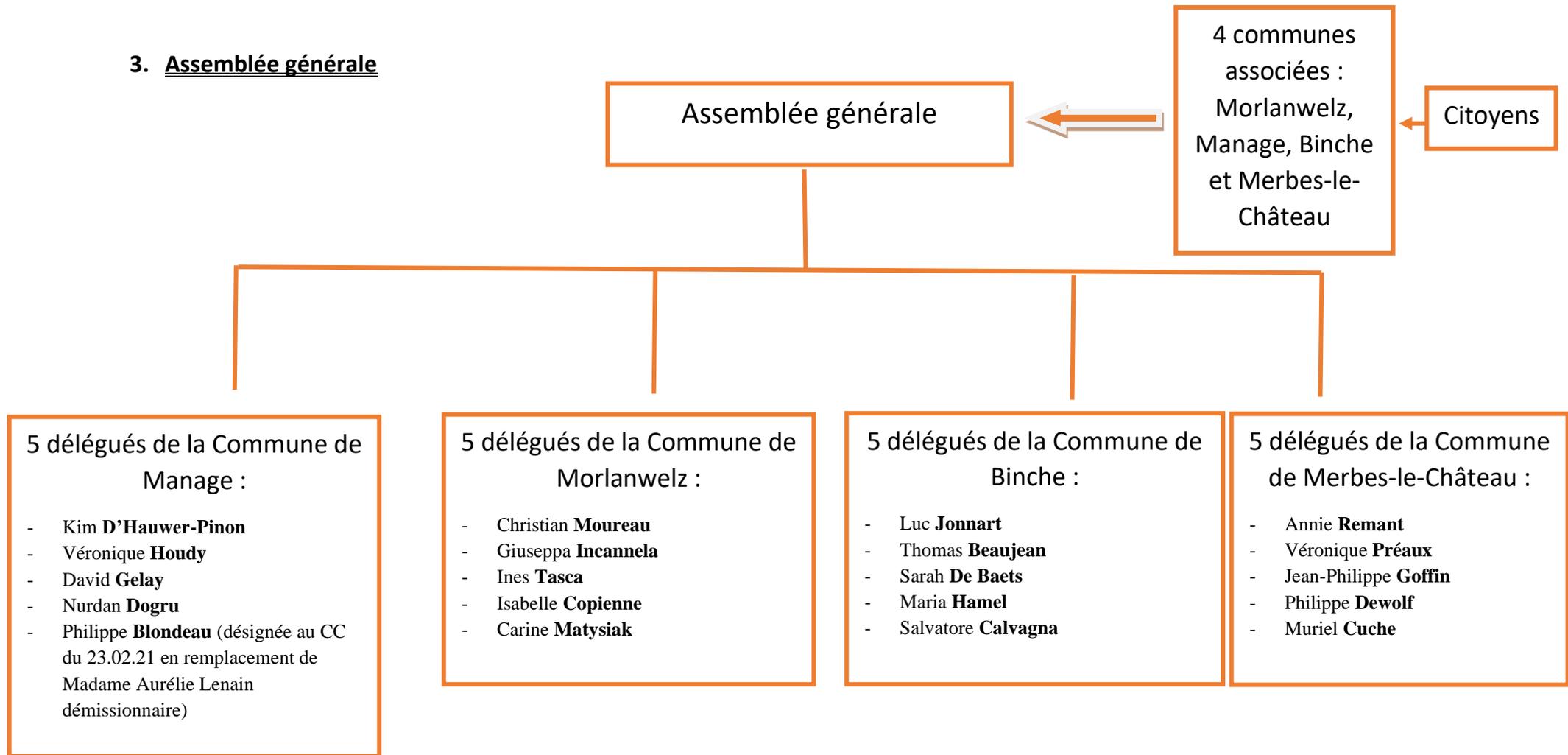
1. Comité de gestion

Aucun

2. Conseil d'administration



3. Assemblée générale



4. Comité de rémunération

Comité de rémunération

5 administrateurs désignés au CA du
08.10.2019 dont le président est
membre

- Christian **Moureau**
- David **Gelay**
- Kim **D'Hauwer-Pinon**
- Véronique **Préaux**
- Giuseppa **Incannela**

5. Comité d'audit

Comité d'audit

2 administrateurs désignés au CA
du 08.10.2019

- Christian **Moureau**
- Luc **Jonnart**

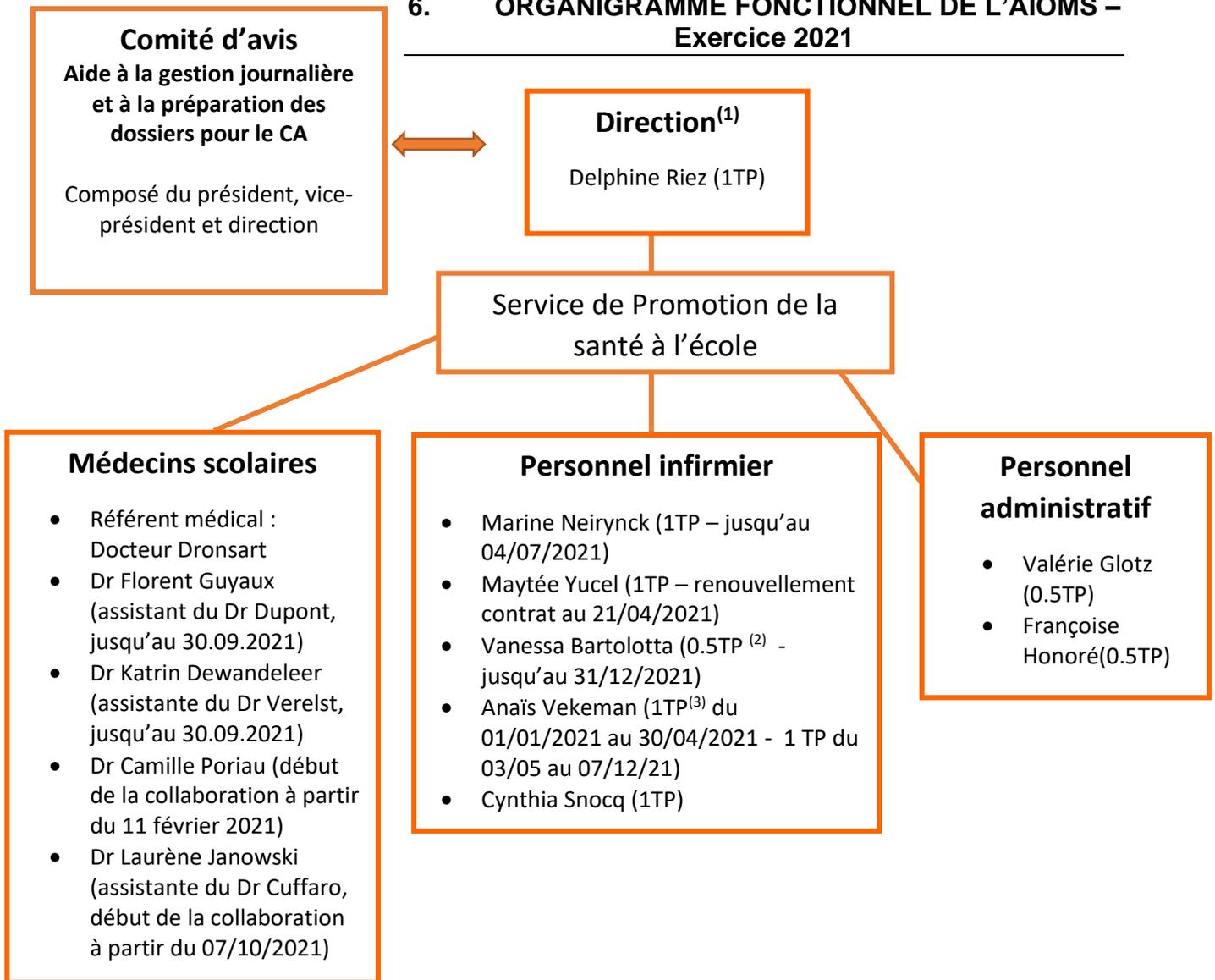
6. Comité d'avis

Comité d'avis N'est pas un bureau exécutif

**Aide à la gestion journalière et à
la préparation des dossiers pour
le CA**

Composé du président, du vice-
président et de la direction

6. ORGANIGRAMME FONCTIONNEL DE L'AIOMS – Exercice 2021



Personnel en indisponibilité et remplacé : Madame Sophie Pécriaux⁽¹⁾, Madame Dominique Pourtois⁽²⁾, Madame Cynthia Snocq⁽³⁾

IV. Nombre d'ETP et prévisions d'emploi

Considérant le bilan social, le nombre total moyen d'ETP est de 7.4 durant l'exercice 2021 en ce compris le personnel en indisponibilité. Nous comptons dans le personnel infirmier une entrée et 3 sorties au cours de l'exercice 2021.

Afin de maintenir un effectif de base de 3 infirmier.ère.s ETP, l'Aioms procèdera à un engagement à temps-plein en 2022.

V. PLAN STRATEGIQUE DE L'AIOMS ET SES LIGNES DE DEVELOPPEMENT 2020-2023

Légiféré dans le cadre de l'Article L1523-13 §4 du CDLD, le plan stratégique représente les spécificités et la plus-value des services de l'AIOMS. Ce plan est réalisé au bénéfice de l'élève, des parents et de la communauté scolaire mais aussi de l'institution et de ses collaborateurs. Des tableaux de bord comportant des indicateurs d'évaluation sont réalisés pour chaque axe et permettent un suivi.

STRATEGIES EXTERNES

1) **LE POLE SANTE : est divisé en 2 axes :**

- ▶ **AXE 1 :** Pôle PROJET visant à développer la visibilité des activités de l'AIOMS et de participer à l'amélioration de l'environnement scolaire.
- ▶ **Axe 2 :** Pôle PREVENTION visant à :
 - Améliorer la couverture des vaccinations et des bilans de santé
 - Optimiser la gestion des maladies transmissibles en collectivité scolaire

2) **LE POLE SOCIAL :** dispositif de suivi médico-social destiné aux enfants subissant de la négligence ou de la maltraitance et s'appuyant sur la collaboration des parents et un réseau de partenaires.

STRATEGIES INTERNES

3) **LE POLE PREVENTION INTERNE :** dispositif visant à veiller à la protection des données et à optimiser le bien-être au travail

4) **LE POLE STRATEGIES FINANCIERES :** dispositif visant à diminuer les pertes financières et atteindre un équilibre budgétaire tout en maintenant une qualité de service optimale.



Spécificités de l'AIOMS

Au bénéfice de l'élève, des parents et de la communauté scolaire
mais aussi de l'institution et de ses collaborateurs

AIOMS PLAN STRATEGIQUE 2020-2023

STRATEGIES INTERNES

STRATEGIES EXTERNES

1. POLE SANTE

A. POLE PROJET

Finalité :

- Implémenter un dispositif de promotion de la santé sur le thème de l'EVRAIS ou de la prévention des violences.
- Améliorer la visibilité des missions et des actions de l'AIOMS et de son service PSE.

Objectifs généraux :

- Sensibiliser les élèves à la thématique de l'EVRAIS et/ou de la prévention des violences.
- Impliquer les élèves dans l'amélioration de leur environnement scolaire
- Former des enseignants-relais.
- Etudier la faisabilité de créer une page internet.

Stratégies :

- Analyse des besoins.
- Partenariat institutionnel pour implémenter le projet (pour réaliser les animations, pour former les enseignants aux outils).
- Concertation scolaire
- Mise à disposition ou achats d'outils / animations collectives
- Formation des enseignants.
- Disposer de moyens humains : effectif suffisant et formé.
- Formation du personnel AIOMS – PSE.

B. POLE PREVENTION

Finalités :

- Améliorer la couverture des bilans de santé et des vaccinations de la population sous tutelle.
- Optimiser la gestion des maladies transmissibles en collectivité.

Objectifs généraux :

- Proposer l'offre de vaccination à tous les élèves concernés par les campagnes de vaccination de l'ONE.
- Proposer l'offre de bilan de santé aux publics identifiés comme prioritaires.
- Maintenir un travail de collaboration avec les écoles.
- Développer un dispositif de gestion et de suivi des maladies transmissibles (urgences sanitaires) en dehors des heures d'ouverture.
- Mettre en œuvre la convention PSE-Province du Hainaut dans le cadre du suivi des élèves-stagiaires.

Stratégies :

- Etat des lieux du service – listing des priorités de l'ONE - listing des établissements scolaires à ISS bas sous notre tutelle.
- Partenariat : unité mobile de vaccination de l'ONE, AVIQ.
- Rencontre annuelle avec les directions d'écoles.
- Communication vers les écoles / Création d'outils pour les écoles.
- Dispositif interne / coordination médicale / gestion des absents - rattrapages/ création d'outils d'aide aux pratiques internes.
- Recensement des demandes et des suivis de gestion de maladies transmissibles (tableaux de suivis)
- Documenter le sujet : décret ONE, procédures ONE-AVIQ
- Disposer de moyens humains et matériel : effectif suffisant et formé, qualité et suffisance du matériel - qualité de service du transport.
- Formation du personnel AIOMS-PSE.

2. POLE SOCIAL

Finalité :

- Favoriser la réduction des inégalités sociales de santé.
- Optimiser la prise en charge des situations de vulnérabilité.

Objectifs généraux :

- Clarifier le rôle du PSE et de l'école dans la gestion et le suivi de situations de vulnérabilité (qui-fait-quoi ?).
- Favoriser le repérage de situations de vulnérabilité.
- Initier des partenariats et des collaborations institutionnelles lorsque les problématiques familiales le nécessitent.

Stratégies :

- Visite médicale/bilan spécifique.
- Partenariat /collaboration institutionnelle (équipes SOS-Enfant, CPMS...).
- Rencontre annuelle avec les directions d'écoles, les CPMS.
- Mise à disposition /création d'outils pour les écoles.
- Dispositif interne – priorisation des publics - codification des élèves en visite médicale (signes susceptibles d'alerter, facteurs de risques) - création d'outils d'aide aux pratiques internes.
- Documenter le sujet : référence à la littérature et à la réglementation (secret professionnel, secret partagé, RGPD).
- Disposer de moyens humains : effectif suffisant et formé (compétence spécifique).
- Formation du personnel AIOMS-PSE.

3. POLE PREVENTION INTERNE

Finalités :

- Veiller à la protection des données personnelles.
- Optimiser le bien-être au travail.

Objectifs généraux :

- Etudier la faisabilité de rencontrer les obligations légales au niveau du RGPD.
- Etudier la faisabilité de rencontrer les recommandations du service externe de prévention.
- Répondre aux besoins de formation du personnel.
- Favoriser la communication interne.
- Développer un parc informatique fonctionnel et sécurisé.
- Entretien du bâtiment.

Stratégies :

- Etat des lieux en matière de protection des données personnelles, rapport de la médecine du travail, besoins en formation.
- Dispositif interne GRH : réunion d'équipe hebdomadaire, entretien individuel, comité d'avis mensuel, mutualisation des ressources internes (tâches/compétences/temps de travail), évaluation du personnel
- Qualité des services extérieurs : société de nettoyage, ALE, maintenance chauffage, maintenance informatique.
- Partenariat (RGPD, UVCW).
- Formation du personnel AIOMS-PSE (Formation nouveaux collaborateurs et formation continue).

4. POLE STRATEGIES FINANCIERES

Finalité :

- Diminuer les pertes financières et atteindre un équilibre budgétaire tout en maintenant une qualité de service optimale.

Objectifs généraux :

- Obtenir une vision claire et précise de la situation financière de l'AIOMS.
- Augmenter les recettes.
- Diminuer les frais de fonctionnement.
- Evaluer les risques et décider de leur gestion.

Stratégies :

- Etat des lieux : analyse des comptes et bilans, analyse de la Management letter du réviseur.
- Procédure interne, comité d'avis (6x/an), comité d'audit (2x/an), CA (6x/an).

Plan Financier 2020/2023

SERVICES ET BIENS DIVERS

	Réel 2019	Réel 2020	Réel 2021	Budget 2022	Budget 2023
Produits pharma	2.350,50 €	2.697,29 €	3.577,92 €	1.030,20 €	1.040,50 €
Charges locatives	7.052,20 €	7.462,67 €	7.385,00 €	7.211,40 €	7.283,51 €
ALE	2.677,50 €	892,50 €	0,00 €	2.020,00 €	2.040,20 €
Entretien locaux	14.318,42 €	15.964,29 €	19.461,98 €	14.422,80 €	14.567,03 €
Fournitures à l'entreprise	2.261,35 €	3.325,30 €	1.976,61 €	2.472,48 €	2.497,20 €
Frais informatique/Maintenance	5.728,34 €	8.929,67 €	10.369,02 €	3.535,00 €	3.570,35 €
Fournitures de bureau	4.903,56 €	2.393,07 €	2.690,83 €	5.151,00 €	5.202,51 €
Electricité/Gaz/Eau	6.480,17 €	8.000,00 €	8.000,00 €	8.241,60 €	8.324,02 €
Frais postaux	2.800,63 €	1.330,05 €	934,97 €	2.884,56 €	2.913,41 €
Honoraires comptables	5.187,27 €	5.496,78 €	6.612,90 €	6.500,00 €	6.565,00 €
Honoraires reviseur	3.146,00 €	2.420,00 €	2.420,00 €	2.444,20 €	2.468,64 €
Honoraires notaire	2.211,44 €	0,00 €	0,00 €		0,00 €
Honoraires secrétariat social	5.285,59 €	5.740,63 €	5.715,54 €	5.551,98 €	5.607,50 €
Honoraires RGPD		1.603,25 €	0,00 €	2.020,00 €	2.040,20 €
Formation personnel	195,00 €	0,00 €	625,00 €	515,10 €	520,25 €
Honoraires médecins	57.913,41 €	31.732,32 €	46.982,32 €	56.000,00 €	56.560,00 €
Animation Santé				10.000,00 €	10.100,00 €
Assurances	1.934,13 €	1.481,13 €	1.857,10 €	2.060,40 €	2.081,00 €
Frais de déplacement personnel	4.360,90 €	1.020,72 €	2.105,35 €	4.580,69 €	4.626,50 €
Transport élèves	34.280,40 €	9.794,40 €	18.608,30 €	42.420,00 €	42.844,20 €
Divers publication	54,20 €	733,74 €	223,09 €	404,00 €	408,04 €
Cotisations diverses	5.972,08 €	7.411,84 €	7.213,16 €	6.273,07 €	6.335,80 €
Président		750,00 € /mois	9.000,00 €	9.000,00 €	9.090,00 €

Vice-président	375,00 € /mois	4.500,00 €	4.500,00 €	4.500,00 €	4.500,00 €	4.545,00 €
Jeton Administrateur	150,00 € /séance	4.950,00 €	7.650,00 €	4.500,00 €	9.000,00 €	9.090,00 €
Comité d'audit				150,00 €	600,00 €	606,00 €
TOTAL		187.563,09 €	139.579,65 €	164.909,09 €	208.838,49 €	210.926,87 €

PERSONNEL

Personnel		263.690,31 €	255.011,93 €	346.450,20 €	279.722,68 €	285317,1345
Renfort infirmier				0,00 €	30.000,00 €	30000
TOTAL PERSONNEL		263.690,31 €	255.011,93 €	346.450,20 €	309.722,68 €	315.317,13 €

AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

Amortissements		3.269,18 €	1.819,13 €	4.208,00 €	4.431,30 €	4.431,30 €
Provision (Dot +, reprise -)						

TOTAL AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS		3.269,18 €	1.819,13 €	4.208,00 €	4.431,30 €	4.431,30 €
---	--	-------------------	-------------------	-------------------	-------------------	-------------------

COTISATION SOCIETE				868,00 €	868,00 €	868,00 €
--------------------	--	--	--	----------	----------	----------

SUBVENTION

Intervention province				0,00 €	2.760,00 €	2.760,00 €
Subvention 2016/2017						
Subvention 2017/2018						
Subvention 2018/2019						
Subvention 2019/2020		370.298,57 €	367.293,22 €			
Subvention 2020/2021				371.381,61 €	383.673,00 €	391346,46
Subvention exceptionnelle Covid				70.955,57 €	40.796,78 €	40.000,00 €

Cotisation des communes	91.389,00 €	91.389,00 €	91.389,00 €	91.389,00 €	91.389,00 €
-------------------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------

TOTAL SUBVENTIONS	461.687,57 €	458.682,22 €	533.726,18 €	518.618,78 €	525.495,46 €
--------------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------

PRODUITS FINANCIERS NETS

Intérêts créditeurs sur comptes bancaires	8.128,89 €	3.067,25 €	- 840,97 €	500,00 €	500,00 €
---	------------	------------	------------	----------	----------

TOTAL PRODUITS FINANCIERS	8.128,89 €	3.067,25 €	-840,97 €	500,00 €	500,00 €
----------------------------------	-------------------	-------------------	------------------	-----------------	-----------------

TOTAL PRODUITS	469.816,46 €	461.749,47 €	532.885,21 €	519.118,78 €	525.995,46 €
-----------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------

PRODUITS EXCEPTIONNELS

-1.953,96 €	0,00 €
--------------------	---------------

IMPOTS

16,59 €	755,60 €	22,85 €
----------------	-----------------	----------------

RESULTAT	13.323,33 €	64.583,16 €	16.427,07 €	-3.873,69 €	-4.679,85 €
-----------------	--------------------	--------------------	--------------------	--------------------	--------------------

LISTE DES GARANTIES - EXERCICE 2021

Considérant le CDLD et son article L3131-1, §3, 2° et la circulaire relative aux pièces justificatives, :

Il n'y a, au regard des confirmations bancaires reçues, aucune garantie ou sureté à fin décembre 2021.

LISTE DES ADJUDICATAIRES DE MARCHES DE TRAVAUX, DE FOURNITURES OU DE SERVICES DONT LE MONTANT EST SUPERIEUR A 30.000 € - EXERCICE 2021

Considérant le CDLD et son article L3131-1, §3, 2° et la circulaire relative aux pièces justificatives, :

Les membres du Conseil d'administration du 19.10.2021 ont attribué le marché portant sur le transport des élèves en visite médicale à la société « Les Voyages Desmet » qui a remis l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères d'attribution, pour le montant d'offre de 59.455 € HTVA.

Ce marché a une durée s'étalant du 08 novembre 2021 au 30 juin 2023.

Le mode de passation du marché en vertu duquel il a été désigné est une procédure négociée sans publication préalable fondée sur l'article 42 §1, 1°a de la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

RAPPORT DES COMMISSAIRES

**RAPPORT DU COMMISSAIRE A L'ASSEMBLEE GENERALE DE LA SC
"ASSOCIATION INTERCOMMUNALE D'ŒUVRES MEDICO-SOCIALES DE
MORLANWELZ ET ENVIRONS" POUR L'EXERCICE CLOS
LE 31 DECEMBRE 2021**

SRL "Joiris, Rousseaux & Co – Réviseurs d'Entreprises Associés"

Représentée par
Bernard ROUSSEAUX
Actionnaire

RAPPORT DU COMMISSAIRE A L'ASSEMBLEE GENERALE DE LA SC "ASSOCIATION INTERCOMMUNALE D'ŒUVRES MEDICO-SOCIALES DE MORLANWELZ ET ENVIRONS" POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2021

Dans le cadre du contrôle légal des comptes annuels de la société coopérative "Association Intercommunale d'Œuvres Médico-Sociales de Morlanwelz et Environs" (la « Société »), nous vous présentons notre rapport du commissaire. Celui-ci inclut notre rapport sur les comptes annuels ainsi que les autres obligations légales et réglementaires. Le tout constitue un ensemble et est inséparable.

Nous avons été nommés en tant que commissaire par l'assemblée générale du 20 juin 2019, conformément à la proposition de l'organe d'administration, émise sur recommandation du comité d'audit. Notre mandat de commissaire vient à échéance à la date de l'assemblée générale délibérant sur les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2021. Nous avons exercé le contrôle légal des comptes annuels de la Société durant six exercices consécutifs.

Rapport sur les comptes annuels

Opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle légal des comptes annuels de la Société, comprenant le bilan au 31 décembre 2021, ainsi que le compte de résultats pour l'exercice clos à cette date et l'annexe, dont le total du bilan s'élève à 1.177.542 € et dont le compte de résultats se solde par un bénéfice de l'exercice à affecter de 16.427 €.

À notre avis, ces comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la société au 31 décembre 2021, ainsi que de ses résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

Fondement de l'opinion sans réserve

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA) telles qu'applicables en Belgique. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport. Nous nous sommes conformés à toutes les exigences déontologiques qui s'appliquent à l'audit des comptes annuels en Belgique, en ce compris celles concernant l'indépendance.

Nous avons obtenu de l'organe d'administration et des préposés de la Société, les explications et informations requises pour notre audit.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Responsabilités de l'organe d'administration relatives à l'établissement des comptes annuels

L'organe d'administration est responsable de l'établissement des comptes annuels donnant une image fidèle conformément au référentiel comptable applicable en Belgique, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à l'organe d'administration d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si l'organe d'administration a l'intention de mettre la société en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il ne peut envisager une autre solution alternative réaliste.

Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport du commissaire contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Lors de l'exécution de notre contrôle, nous respectons le cadre légal, réglementaire et normatif qui s'applique à l'audit des comptes annuels en Belgique. L'étendue du contrôle légal des comptes ne comprend pas d'assurance quant à la viabilité future de la Société ni quant à l'efficacité ou l'efficacités avec laquelle l'organe d'administration a mené ou mènera les affaires de la Société. Nos responsabilités relatives à l'application par l'organe d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation sont décrites ci-après.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe d'administration, de même que des informations les concernant fournies par ce dernier;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'application par l'organe d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport du commissaire sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport du commissaire. Cependant, des situations ou événements futurs pourraient conduire la Société à cesser son exploitation;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des comptes annuels et évaluons si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils en donnent une image fidèle.

Nous communiquons à l'organe d'administration notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus, ainsi que les constatations importantes relevées lors de notre audit, y compris toute faiblesse significative dans le contrôle interne.

Autres obligations légales et réglementaires

Responsabilités de l'organe d'administration

L'organe d'administration est responsable de la préparation et du contenu du rapport de gestion, des documents à déposer conformément aux dispositions légales et réglementaires, du respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la tenue de la comptabilité ainsi que du respect du Code des sociétés et des associations et des statuts de la Société.

Responsabilités du commissaire

Dans le cadre de notre mission et conformément à la norme belge complémentaire (version révisée 2020) aux normes internationales d'audit (ISA) applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans leurs aspects significatifs, le rapport de gestion, certains documents à déposer conformément aux dispositions légales et réglementaires, et le respect de certaines dispositions du Code des sociétés et des associations et des statuts, ainsi que de faire rapport sur ces éléments.

Aspects relatifs au rapport de gestion

A l'issue des vérifications spécifiques sur le rapport de gestion, nous sommes d'avis que celui-ci concorde avec les comptes annuels pour le même exercice et a été établi conformément aux articles 3:5 et 3:6 du Code des sociétés et des associations.

Dans le cadre de notre audit des comptes annuels, nous devons également apprécier, en particulier sur la base de notre connaissance acquise lors de l'audit, si le rapport de gestion comporte une anomalie significative, à savoir une information incorrectement formulée ou autrement trompeuse. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'anomalie significative à vous communiquer.

Mention relative au bilan social

Le bilan social, à déposer à la Banque nationale de Belgique conformément à l'article 3:12, §1er, 8° du Code des sociétés et des associations, traite, tant au niveau de la forme qu'au niveau du contenu, des mentions requises par ce Code, en ce compris celles concernant l'information relative aux salaires et aux formations, et ne comprend pas d'incohérences significatives par rapport aux informations dont nous disposons dans le cadre de notre mission.

Mentions relatives à l'indépendance

- Notre cabinet de révision n'a pas effectué de missions incompatibles avec le contrôle légal des comptes annuels et est resté indépendant vis-à-vis de la société au cours de notre mandat.

Autres mentions

- Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.
- Nous n'avons pas à vous signaler d'opération conclue ou de décision prise en violation des statuts ou du Code des sociétés et des associations.
- La Société n'a pas respecté les dispositions du Code des sociétés et des associations en matière de délais de dépôt des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2020, et des documents à déposer avec ceux-ci.
- La répartition des résultats proposée à l'assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.

Le 30 mai 2022

La SRL "Joiris - Rousseau & Co - Réviseurs d'entreprises associés"
Représentée par

**Bernard
Rousseau
(Signature)**
Bernard ROUSSEAU X
Réviseur d'entreprises actionnaire

Signature numérique de Bernard
Rousseau (Signature)
DN : c=BE, cn=Bernard Rousseau
(Signature), sn=Rousseau,
givenName=Bernard,
serialNumber=64050524316
Date : 2022.05.30 12:22:03 +02'00'

BILAN SOCIAL

Numéros des commissions paritaires dont dépend la société:

TRAVAILLEURS POUR LESQUELS LA SOCIÉTÉ A INTRODUIT UNE DÉCLARATION DIMONA OU QUI SONT INSCRITS AU REGISTRE GÉNÉRAL DU PERSONNEL

	Codes	1. Temps plein (exercice)	2. Temps partiel (exercice)	3. Total (T) ou total en équivalents temps plein (ETP) (exercice)	3P. Total (T) ou total en équivalents temps plein (ETP) (exercice précédent)
Au cours de l'exercice et de l'exercice précédent					
Nombre moyen de travailleurs	100	5,4	4	7,4	5,2
Nombre d'heures effectivement prestées	101	7.492	2.653	10.145	6.972
Frais de personnel	102	272.877	73.573	346.450	255.012

A la date de clôture de l'exercice**Nombre de travailleurs****Par type de contrat de travail**

Contrat à durée indéterminée	110	3	3	4,5
Contrat à durée déterminée	111	1		1
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini	112			
Contrat de remplacement	113		1	0,5

Par sexe et niveau d'études

Hommes	120			
de niveau primaire	1200			
de niveau secondaire	1201			
de niveau supérieur non universitaire	1202			
de niveau universitaire	1203			
Femmes	121	4	4	6
de niveau primaire	1210			
de niveau secondaire	1211	3	4	5
de niveau supérieur non universitaire	1212			
de niveau universitaire	1213	1		1

Par catégorie professionnelle

Personnel de direction	130	1		1
Employés	134	3	4	5
Ouvriers	132			
Autres	133			

Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
105	4	4	6

TABLEAU DES MOUVEMENTS DU PERSONNEL AU COURS DE L'EXERCICE**ENTRÉES**

Nombre de travailleurs pour lesquels la société a introduit une déclaration DIMONA ou qui ont été inscrits au registre général du personnel au cours de l'exercice

SORTIES

Nombre de travailleurs dont la date de fin de contrat a été inscrite dans une déclaration DIMONA ou au registre général du personnel au cours de l'exercice

Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
205	1		1
305	3		3

RENSEIGNEMENTS SUR LES FORMATIONS POUR LES TRAVAILLEURS AU COURS DE L'EXERCICE**Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère formel à charge de l'employeur**

Nombre de travailleurs concernés

Nombre d'heures de formation suivies

Coût net pour la société

dont coût brut directement lié aux formations

dont cotisations payées et versements à des fonds collectifs

dont subventions et autres avantages financiers reçus (à déduire)

Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère moins formel ou informel à charge de l'employeur

Nombre de travailleurs concernés

Nombre d'heures de formation suivies

Coût net pour la société

Initiatives en matière de formation professionnelle initiale à charge de l'employeur

Nombre de travailleurs concernés

Nombre d'heures de formation suivies

Coût net pour la société

Codes	Hommes	Codes	Femmes
5801		5811	
5802		5812	
5803		5813	
58031		58131	
58032		58132	
58033		58133	
5821		5831	
5822		5832	
5823		5833	
5841		5851	
5842		5852	
5843		5853	

RAPPORT DE RÉMUNÉRATION

pour les sociétés dans lesquelles les pouvoirs publics ou une ou plusieurs personnes morales de droit public exercent un contrôle (article 3:12, §1, 9° du Code des sociétés et des associations)

<p>CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 25 MAI 2022 RAPPORT ANNUEL DE REMUNERATION</p>

A. INTRODUCTION

Dans le cadre de l'application de l'article L6421-1, 1^{er} du Code de la démocratie locale et de la Décentralisation, le conseil d'administration de l'intercommunale établit un rapport de rémunération écrit reprenant un relevé individuel et nominatif des jetons de présence, rémunérations ainsi que des avantages en nature perçus dans le courant de l'exercice comptable précédent, par les mandataires, les personnes non élues et le(s) titulaire(s) de la fonction dirigeante locale.

Ce rapport contient les informations, individuelles et nominatives, suivantes :

1° les jetons de présence, les éventuelles rémunérations et tout autre éventuel avantage, pécuniaire ou non, directement ou indirectement accordés aux membres des organes de gestion et du comité d'audit, en fonction de leur qualité d'administrateur titulaire d'un mandat originaire ou non élu, de président ou de vice-président, ou de membre d'un organe restreint de gestion ou du bureau exécutif ou du comité d'audit, ainsi que la justification du montant de toute rémunération autre qu'un jeton de présence au regard du rôle effectif du président, vice-président, ou autre membre du bureau exécutif au sein de l'intercommunale ;

2° les rémunération et autre avantage, pécuniaire ou non, directement ou indirectement accordés aux titulaires des fonctions de direction ;

3° la liste des mandats détenus dans tous les organismes dans lesquelles l'institution détient des participations directes ou indirectes, ainsi que les informations relatives aux rémunérations liées à ces mandats ;

4° pour le titulaire de la fonction dirigeante locale, la liste des mandats détenus dans tous les organismes dans lesquels l'intercommunale détient des participations directement ou indirectement, ainsi que la rémunération annuelle perçue pour chacun de ces mandats ;

5° la liste des présences aux réunions des différentes instances de l'institution

Ce rapport est adopté par le principal organe de gestion et mis à l'ordre du jour de l'assemblée générale du premier semestre de chaque année et fait l'objet d'une délibération. A défaut, l'assemblée générale ne peut pas se tenir. Ce rapport est annexé au rapport annuel de gestion établi par les administrateurs.

Ce rapport est établi conformément au modèle fixé par le Gouvernement et lui est transmis, au plus tard, pour le 1^{er} juillet de chaque année ainsi qu'aux communes associées.

B. INFORMATIONS GENERALES RELATIVES A L'INSTITUTION

Numéro d'identification (BCE)	0206.772.722
Type d'institution	Intercommunale
Nom de l'institution	Association Intercommunale d'œuvres Médico-Sociales de Morlanwelz & Environs
Période de reporting	2021

	Nombre de réunions
Assemblée générale	2
Conseil d'administration	5
Bureau exécutif	Néant
Comité de rémunération	1
Comité d'Audit³	2
Comité de secteur #1⁴	Néant
Nombre de réunions du Comité de secteur #...	Néant
Comité d'avis	8

³ Indiquer néant s'il n'existe pas de comité d'audit

⁴ Indiquer néant s'il n'existe pas de comité de secteur

C. MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Fonction ⁵	NOM	Prénom	Rémunération annuelle brute ⁷	Détail de la rémunération et des avantages ⁸	Justification de la rémunération si autre qu'un jeton	Liste des mandats dérivés liés à la fonction et rémunération éventuelle	Pourcentage de participation aux réunions des instances de gestion
Président	MOUREAU	Christian	9000 €	Rémunération mensuelle fixe de 750 euros brut	<p>Début de mandat le 20.06.2019</p> <p>La fonction de président à l'AIOMS permet de percevoir des émoluments mensuels. Le président ne perçoit pas de jeton de présence supplémentaire pour sa participation au conseil d'administration et au comité d'audit. La rémunération mensuelle fixe du président se justifie pour différentes raisons :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Cette fonction demande une présence systématique aux différentes réunions des organes de gestion qu'il préside. Outre les tâches qui incombent aux administrateurs, le président est responsable du bon fonctionnement du conseil d'administration afin de développer une gouvernance de qualité ; • Le président collabore avec la direction et le vice-président de l'intercommunale et 	Aucun mandat dérivé	100 %

⁵ Indiquer la fonction la plus élevée de l'administrateur, celles-ci étant : président, vice-président, administrateur chargé de fonctions spécifiques (membre du bureau exécutif, du comité d'audit ou d'un comité de secteur) ou administrateur.

⁷ La rémunération comprend les avantages en nature. La rémunération comprend, le cas échéant, le montant total des jetons de présence perçus. Les rémunérations sont limitées aux plafonds applicables en matière de rétribution et d'avantages en nature dans le cadre de l'exercice des mandats dérivés, conformément à l'article L5311-1, § 1 du Code.

⁸ Détailler les différentes composantes de la rémunération brute annuelle et des avantages (indemnité annuelle ou montant de jetons de présence par fonction, autres avantages éventuels). L'avantage en nature est défini comme tout avantage généralement quelconque qui ne se traduit pas par le versement d'une somme et qui est consenti en contrepartie de l'exercice du mandat. Le montant des avantages en nature dont bénéficient les titulaires d'un mandat dérivé est calculé sur base des règles appliquées par l'administration fiscale en matière d'impôts sur les revenus (article L5311-2, § 1^{er}).

					<p>veille à organiser des réunions mensuelles du comité d'avis.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le président interagit au besoin avec les différentes parties prenantes (administrateurs, direction, personnel). • Les rémunérations du président se trouvent dans les normes fixées par le CDLD <p>En qualité de président, Monsieur MOUREAU a participé à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 5 CA/5 - 2 AG/2 - 2 comités d'audit/2 - 1 comité de rémunération/1 - 8 comités d'avis/8 		
Vice-président	MAGHE	Frédéric	4500 €	Rémunération mensuelle fixe de 350 euros brut	<p>Début de mandat le 20.06.2019</p> <p>La fonction de vice-président à l'AIOMS donne droit à des émoluments mensuels. Celui-ci ne perçoit pas de jeton de présence supplémentaire pour sa participation au conseil d'administration. La rémunération mensuelle fixe du vice-président se justifie par sa participation aux instances de gestion et au comité d'avis.</p> <p>Dans le cadre de son mandat de vice-président, Monsieur Maghe a participé à</p> <ul style="list-style-type: none"> - 4 CA/5 - 8 comités d'avis/8 	Aucun mandat dérivé	80 %
Administrateur	INCANNELA	Josée	750 €	150 €/ CA	<p>Début du mandat le 20.06.2019</p> <p>Participation à 5 CA /5</p>	Aucun mandat dérivé	100 %
Administrateur	TASCA	Ines	450 €	150€/CA	<p>Début du mandat le 20/06/2019</p> <p>Participation à 3 CA /5</p>	Aucun mandat dérivé	60 %

Administrateur	JONNART	Luc	900 €	150 € /CA ou comité d'audit	Début du mandat le 20/06/19 Participation à 5 CA/5, à 1 comité d'audit /2	Aucun mandat dérivé	86 %
Administrateur	HOUDY	Véronique	300 €	150 € / CA	Début du mandat le 20/06/19 Participation à 2 CA/5	Aucun mandat dérivé	40 %
Administrateur	PREAUX	Véronique	450 €	150 € / CA	Début du mandat le 20/06/19 Participation à 3 CA/5	Aucun mandat dérivé	60 %
Administrateur	GELAY	David	300 €	150 € /CA	Début du mandat le 20/06/2019 Participation à 2 CA /5	Aucun mandat dérivé	40%
Administrateur	D'HAUWER PINON	Kim	750 €	150€/CA	Début du mandat le 20/06/2019 Participation à 5 CA /5	Aucun mandat dérivé	100 %
Administrateur	DE BAETS	Sarah	750 €	150 € / CA	Début du mandat le 17/09/2020 Participation à 5 CA /5	Aucun mandat dérivé	100 %
TOTAL EXERCICE 2021 :			18.150 €				

NB : En annexe, veuillez trouver :

Annexe 1 : un relevé nominatif des membres de chaque organe de gestion et le taux de présence de chacun d'eux, par organe, sur la période de reporting.

D. TITULAIRES DE FONCTION DE DIRECTION

Fonction ⁹	Nom et Prénom	Rémunération annuelle brute ¹¹	Détail de la rémunération annuelle brute ¹²	Liste des mandats dérivés liés à la fonction et rémunération éventuelle
Directrice	RIEZ Delphine	59.418, 84 €	Somme en espèces	Mandat d'administrateur au CLPS de Charleroi-Thuin Non rémunéré
Secrétaire-receveur/ comptable En congé politique	PECRIAUX Sophie	-	-	-
Total rémunérations		59.418,84 €		

Commentaires éventuels

--

⁹ Indiquer la fonction occupée au sein de la structure, étant entendu que n'est visé que le staff de direction de cette dernière.

¹¹ Indiquer la rémunération totale annuelle brute indexée, comprenant toutes sommes en espèces et tous avantages évaluables en argent.

¹² Détailler les différentes composantes de la rémunération brute annuelle (sommes en espèces, autres avantages éventuels conformément aux règles reprises à l'annexe 4 au présent Code).

ANNEXE 1 : Relevé nominatif et liste des présences des membres aux réunions des organes de gestion

1) Participation des membres du conseil d'administration

Nom	Fonction	CA du 04/03/21	CA du 19/05/21	CA du 24/06/21	CA du 19/10/21	CA du 25/11/21	Taux de participation totale	Justification absence
Christian Moureau	Président	V	V	V	V	V	100%	-
Frédéric Maghe	Vice-président	V	V	V	V		80 %	Retenu par des obligations professionnelles
Ines Tasca	Administrateur	V+€		V+€		V+€	60 %	Retenue par des obligations professionnelles
Josée Incannela	Administrateur	V+€	V+€	V+€	V+€	V+€	100 %	
Véronique Houdy	Administrateur		V+€		V+€		40 %	Retenue par des obligations professionnelles
Kim D'Hauwer Pinon	Administrateur	V+€	V+€	V+€	V+€	V+€	100 %	-
David Gelay	Administrateur		V+€		V+€		40 %	Retenu par des obligations professionnelles
Véronique Préaux	Administrateur		V+€		V+€	V+€	60 %	Absence pour raison de santé
Luc Jonnart	Administrateur	V+€	V+€	V+€	V+€	V+€	100 %	-
Sarah Debaets	Administrateur	V+€	V+€	V+€	V+€	V+€	100 %	-

Madame Delphine Riez, directrice de l'AIOMS, a participé à chaque réunion du conseil d'administration.

2) Participation des membres du comité de rémunération

Mandataires	Fonction	19/05/2021	Taux de participation totale	Justificatif d'absence
Christian Moureau	Président	V	100 %	-
Kim D'Hauwer Pinon	Administrateur	V	100 %	-
David Gelay	Administrateur	V	100 %	-
Véronique Préaux	Administrateur	V	100 %	-
Josée Incannela	Administrateur	V	100 %	-

Madame Delphine Riez, directrice de l'AIOMS, a participé à la réunion du comité de rémunération.

3) Participation des membres du comité d'audit

Mandataires	Fonction	19/05/21	19/10/21	Taux de participation totale	Justificatif d'absence
Christian Moureau	Président	V	V	100 %	-
Luc Jonnart	Administrateur		V+€	50 %	-
					-

Madame Delphine Riez, directrice de l'AIOMS, a participé à chaque réunion du comité d'audit.

Remarque : le comité d'audit n'est pas considéré comme un organe de gestion car celui-ci ne prend aucune décision. Ce qui a pour conséquence qu'il peut se tenir avec un seul membre. La règle des procurations pour le quorum de présence appliquée aux organes de gestion ne s'applique donc pas au comité d'avis. Cette interprétation a été confirmée par l'UVCW et la Tutelle.

4) Participation des membres du comité d'avis

Mandataires	26/01	24/02	27/04	25/05	09/07	28/09	12/10	16/11	Taux de participation totale	Justificatif d'absence
Christian Moureau Président	V	V	V	V	V	V	V	V	100 %	-
Frédéric Maghe Vice-Président	V	V		V	V	V	V	V	100 %	-
Delphine Riez Directrice	V	V	V	V	V	V	V	V	100 %	-

Composé du président, vice-président et de la direction, ce comité n'est pas un bureau exécutif ni un organe de gestion. Il apporte une aide à la direction pour préparer les dossiers sur lesquels le conseil d'administration doit se prononcer et propose une aide à la gestion journalière.

ANNEXE 2 : Fiche récapitulative des montants versés au Président et Vice-président et leur justification pour chaque mois

La fonction de président à l'AIOMS permet de percevoir des émoluments mensuels. Le président ne perçoit en revanche pas de jeton de présence supplémentaire pour sa participation au conseil d'administration et au comité d'audit. La rémunération mensuelle fixe du président se justifie pour différentes raisons :

- Cette fonction demande une présence systématique aux différentes réunions des organes de gestion qu'il préside. Outre les tâches qui incombent aux administrateurs, le président est responsable du bon fonctionnement du conseil d'administration afin de développer une gouvernance de qualité ;
- Le président collabore avec la direction de l'intercommunale et veille à organiser des réunions mensuelles du comité d'avis.
- Les rémunérations du président se trouvent dans les normes fixées par le CDLD.
- Le président participe à des réunions formelles. Il interagit au besoin avec les différentes parties prenantes de manière informelle (administrateurs, direction, personnel).

Christian MOUREAU	Montant	Justification : participation à des réunions formelles
Janvier	750 €	Participation à 1 comité d'avis
Février	750 €	Participation à 1 comité d'avis
Mars	750 €	Participation à 1 comité d'avis et 1 CA
Avril	750 €	Participation à 1 comité d'avis
Mai	750 €	Participation à 1 comité d'avis, 1 CA, 1 comité de rémunération et 1 comité d'audit
Juin	750 €	Participation à 1 CA et 1 AG
Juillet	750 €	Participation à 1 comité d'avis
Août	750 €	
Septembre	750 €	Participation à 1 comité d'avis
Octobre	750 €	Participation à 1 comité d'avis et 1 CA
Novembre	750 €	Participation à 1 comité d'avis et 1 CA
Décembre	750 €	Participation à 1 AG

Frédéric Maghe	Montant	Justification : participation à des réunions formelles
Janvier	375 €	Participation à 1 comité d'avis
Février	375 €	Participation à 1 comité d'avis
Mars	375 €	Participation à 1 comité d'avis et 1 CA
Avril	375 €	Participation à 1 comité d'avis
Mai	375 €	Participation à 1 comité d'avis et 1 CA
Juin	375 €	Participation à 1 CA
Juillet	375 €	Participation à 1 comité d'avis
Août	375 €	
Septembre	375 €	Participation à 1 comité d'avis
Octobre	375 €	Participation à 1 comité d'avis et 1 CA
Novembre	375 €	Participation à 1 comité d'avis
Décembre	375 €	

AUTRES DOCUMENTS

(à spécifier par la société)

<p style="text-align: center;">COMITE DE REMUNERATION DU 25 MAI 2022 RAPPORT ANNUEL DU COMITE DE REMUNERATION POUR L'EXERCICE 2021</p>

1. Cadre légal

Pour répondre aux exigences règlementaires de l'art. L 1523-17 §2 du CDLD, le comité de rémunération établit annuellement et approuve un rapport d'évaluation écrit portant sur la pertinence des rémunérations et tout autre éventuel avantage, pécuniaire ou non accordés aux membres des organes de gestion et aux fonctions de direction au cours de l'exercice précédent ainsi que sur la politique globale de la rémunération. Il émet des recommandations au conseil d'administration. Il propose au conseil d'administration, une justification circonstanciée des rémunérations autres que les simples jetons de présence.

Ce rapport est transmis au conseil d'administration et est annexé au rapport de gestion établi par les administrateurs en vertu de l'article L1523-16, alinéa 4.

2. Justification circonstanciée des rémunérations des mandataires

Vu l'article 81 du Décret du 29 mars 2018 modifiant le CDLD et son Annexe 1ère, qui stipule que le rattachement à un plafond spécifique est fixé après chaque renouvellement complet des instances.

Les rémunérations ont donc été déterminées par l'assemblée générale du 17 septembre 2020 sur proposition du nouveau comité de rémunération et transmis à l'autorité de Tutelle. Le dossier est ordre et n'a apporté aucune mesure de tutelle.

3.1. Au niveau de la rétribution d'un administrateur :

Le mandat d'administrateur à l'AIOMS permet de percevoir un jeton de présence de 150 euros brut pour sa participation au conseil d'administration et au comité d'audit. Ce montant n'est pas soumis à l'indexation durant la durée du mandat.

Pourquoi ce montant ? Est-ce que ce montant est adapté ? Voici ci-dessous les arguments avancés par le comité de rémunération.

Le montant du jeton de présence d'un administrateur se justifie pour plusieurs raisons :

- L'administrateur doit prendre connaissance des documents transmis au préalable pour préparer le conseil d'administration ou autre instance de gestion dans lequel il siège ;
- Le rôle d'administrateur demande de participer activement aux réunions, aux débats et à la prise de décision. L'administrateur doit être ponctuel et participer à l'entièreté de la réunion. Chaque administrateur doit veiller également à mettre à jour ses connaissances et ses compétences pour une bonne gouvernance ;
- Les réunions ont une durée d'1h30 environ ;
- Les frais de déplacement pour se rendre aux réunions ne sont pas remboursés ;

La rétribution d'un administrateur tient compte également des dispositions réglementaires suivantes (Art. L5311-1 du CDLD) :

- Un administrateur ne peut pas percevoir de rémunération autre qu'un jeton de présence ni d'avantage en nature ;
- Il perçoit un seul jeton de présence pour chaque séance de l'organe de gestion à laquelle il assiste ;
- Il est accordé au même administrateur un seul jeton de présence par jour, quels que soient la nature et le nombre de réunions auxquels il a assisté au sein de la même personne morale ou association de fait ;
- Aucun jeton de présence, rémunération et avantage en nature n'est perçu pour la participation à des réunions d'organes qui ne sont pas des organes restreints de gestion au sens de l'article L1523-18, 2 du CDLD ;
- Le mandat d'observateur tel que défini à l'article L5111-1 est exercé à titre gratuit.
- Le nombre de réunions donnant lieu à l'octroi d'un jeton de présence ne peut dépasser :
 - Pour un conseil d'administration : 12 par an ;
 - Pour un organe restreint de gestion qui gère un secteur d'activité : 12 par an ;
 - Pour un bureau exécutif : 18 par an ;
 - Pour un comité d'audit : 3 par an.
- Les mandats au sein du comité de rémunérations sont exercés à titre gratuit.

Le montant du jeton de présence tient compte des normes fixées par l'article L5311-1 du CDLD; Le montant maximum brut du jeton de présence pour un administrateur est de 125 euros. Les montants liés à l'indice des prix à la consommation qui se fondent sur l'indice-pivot 138.01 du 1.1.1990 augmentent de 2% à chaque dépassement de cet indice-pivot, depuis 1990.

A tout moment de l'année 2021, le plafond de la rémunération brute n'a pas été dépassé. En effet, le coefficient d'indexation est de 1,7410 du 01/01/2021 au 30/09/2021, le plafond maximum brut du jeton de présence est de 217,63 euros.

Celui-ci est de 1,7758 à partir du 01/10/2021, le plafond maximum brut du jeton de présence pour un administrateur est de 221.97 euros.

3.2. Au niveau de la rétribution du président et du vice-président

La fonction de président et de vice-président permet de percevoir des émoluments mensuels fixes.

L'assemblée générale du 17 septembre 2020 a décidé :

- 1) de fixer comme suit les rémunérations brutes selon la fonction :
 - Pour le président : 750 euros par mois et 9.000 euros pour le montant annuel
 - Pour le vice-président : 375 euros par mois et 4.500 euros pour le montant annuel
- 2) ne pas indexer les rémunérations des mandataires durant l'exercice de leur fonction.

Cette fonction ne permet pas de percevoir de jeton de présence supplémentaire pour la participation au conseil d'administration et autre instance de gestion.

Pourquoi ces montants fixes ? Est-ce que ces montants sont adaptés ? Voici ci-dessous les arguments avancés par le comité de rémunération.

Le montant des émoluments se justifie pour plusieurs raisons :

- **Au niveau de la fonction de président :**

- Cette fonction demande une présence systématique aux différentes réunions des organes de gestion qu'elle préside. Outre les tâches qui incombent aux administrateurs, le président est responsable du bon fonctionnement du conseil d'administration afin de développer une gouvernance de qualité ;
- Le président collabore avec la direction et veille à organiser des réunions mensuelles du comité d'avis. Cet organe d'avis a pour rôle de préparer les dossiers sur lesquels le conseil d'administration doit prendre position et d'aider la direction dans la gestion journalière.
- Les rémunérations du président se trouvent dans les normes fixées par le CDLD :
 - Le montant maximal annuel brut de la rémunération et des avantages en nature du président, ne peut être supérieur au montant qui figure en l'Annexe 1^{ère} du CDLD.
 - Ce montant maximal résulte de l'addition des points selon les paramètres et la méthode de calcul déterminés dans cette même annexe. **L'addition des trois critères** (la population des communes associées - le chiffre d'affaire de l'institution - le personnel occupé) donne un score total de 1 qui détermine le plafond barémique 2 => € 8.570,21 (indice 138,01).

A tout moment de l'année 2021, le plafond de la rémunération brute n'a pas été dépassé. En effet, le coefficient d'indexation est de 1,7410 du 01/01/2021 au 30/09/2021, le plafond maximum brut annuel est de 14.920,735 €.

Celui-ci est de 1,7758 à partir du 01/10/2021, le plafond maximum brut annuel du président est de 15.218,98 euros.

- **Au niveau de la fonction de vice-président :**

- Cette fonction demande une présence systématique aux différentes réunions des instances de gestion dans lesquelles il siège.
- Il est présent aux réunions mensuelles du comité d'avis.
- Il remplace le président en cas d'absence de celui-ci.
- Les rémunérations du président se trouvent dans les normes fixées par le CDLD.
- Le montant maximal annuel brut des jetons de présence ou de la rémunération et des avantages en nature du vice-président ne peut être supérieur à septante-cinq pourcents du montant maximal de la rémunération et des avantages en nature que peut percevoir le président de la même personne morale.

La rémunération annuelle brute du vice-président correspond à la moitié de la rémunération du président et ne dépasse donc en aucun cas le plafond de 75% du montant maximum brut de la rémunération du président.

La rétribution du président et vice-président tient compte également des dispositions réglementaires suivantes (l'art. L5311-1 du CDLD et l'Annexe 1^{ère} du Code)

- Seuls le président et le vice-président d'une personne morale ou d'une association de fait, peuvent percevoir en lieu et place d'un jeton de présence, une rémunération et des avantages en nature pour l'exercice de leur fonction. Le président et le vice-président ne peuvent pas, dans ce cas, bénéficier d'autres rémunérations ou jetons de présence dans l'exercice de leurs fonctions au sein de la personne morale ou d'une association de fait ;
- La rémunération du président et du vice-président est calculée pour la participation à l'ensemble des réunions des organes de gestion auxquels ils sont tenus. Lorsqu'un défaut de participation a été constaté, le montant de la rémunération est réduit à due concurrence. Le président et le vice-président qui n'ont pas participé à l'entièreté de la réunion sont considérés en défaut de participation. Une absence totale ou partielle à une réunion d'un organe de gestion, en raison d'une maladie, d'un congé de maternité ou d'un cas de force majeure n'est pas considérée comme un défaut de participation, pour autant que cet état de fait puisse être dûment justifié.

3. Rémunération des fonctions de mandataires – Exercice 2021

4.1. Emoluments mensuels et annuels bruts du président et vice-président

Indemnité de fonction	Emoluments mensuels bruts	Emoluments annuels bruts
Président	750 €	9000 €
Vice-président	375 €	4.500 €
TOTAL ANNUEL		13.500 €

4.2. Globalisation annuelle des jetons de présence par organe de gestion :

Organes de gestion	Montant brut par prestation	Montant global annuel
Conseil d'administration	150 euros	4.500 €
Comité d'audit	150 euros	150 €
Comité de rémunération	Mandat exercé à titre gratuit	
Assemblée générale	Mandat exercé à titre gratuit	
TOTAL		4.650 €

4.3. Globalisation annuelle des rémunérations des administrateurs :

Le poste portant sur la rémunération des administrateurs s'élève, en 2021, à **18.150 euros brut**.

5. Justification circonstanciée des rémunérations accordées aux fonctions de direction

Le(la) titulaire de la fonction dirigeante locale est désigné par le conseil d'administration à qui il délègue, sous sa responsabilité, la gestion journalière de l'entreprise.

Le(la) titulaire de la fonction dirigeante locale occupe la fonction de direction de l'AIOMS et de son service de Promotion de la Santé à l'Ecole.

La gestion journalière comprend aussi bien les actes et les décisions qui n'excèdent pas les besoins de la vie quotidienne de la société que les actes et les décisions qui, soit en raison de leur intérêt mineur qu'ils représentent soit en raison de leur caractère urgent, ne justifient pas l'intervention de l'organe d'administration.

Le(la) titulaire de la fonction dirigeante locale apporte son expertise au Conseil d'administration et veille, avec le comité d'avis (c'est-à-dire le président et vice-président), au développement de la vision stratégique de l'Intercommunale définie par le Conseil d'administration.

Le(la) titulaire de la fonction dirigeante locale est chargée de l'organisation générale du service. Il (elle) opérationnalise avec le médecin coordinateur médical, l'équipe médicale, les infirmier(e)s et collaborateurs administratifs, les missions légales du service PSE.

Il gère le personnel et veille à la mise en œuvre de la stratégie définie par l'entreprise en matière de gestion des ressources humaines.

Le(la) titulaire de la fonction de direction est responsable du respect des obligations légales, administratives et réglementaires en vigueur. Il exerce sa mission selon la déontologie et l'éthique liés à l'exercice de sa fonction.

La rémunération de la direction est fixée au barème RGB (CP 998.60.17-02.00. – Communes, CPAS, Intercommunales-Région wallonne), 18 années d'ancienneté pécuniaire sur l'échelle A3.